

Numéro spécial OCTOBRE 1988

ALGERIE

LZAYER TILLETT الجزائر الحرة

NOV.-DEC. 1988 n° 18

FORUM DU LIBRE DEBAT

PRIX : 10 FRANCS

Journal fondé par Ali Mecili

Directeur : Youcef Djedra

La presse veut dénouer son baillon

Le silence des médias algériens sur les émeutes a provoqué une effervescence dans les rédactions. Des journalistes ont créé, à Alger, une organisation professionnelle autonome.

« Il n'y a pas de silence, pas de censure, pas de répression », dit le directeur de la rubrique du dimanche de l'Algérie. « Mais il y a un silence sur les émeutes, un silence qui provoque une effervescence dans les rédactions. Des journalistes ont créé, à Alger, une organisation professionnelle autonome. »

« L'association des journalistes algériens » a été créée le 10 novembre 1988. Elle a pour but de défendre les intérêts professionnels et sociaux des journalistes algériens. Elle a élu son conseil d'administration et son bureau.

« Cette association a pour objectif de défendre les intérêts professionnels et sociaux des journalistes algériens. Elle a élu son conseil d'administration et son bureau. Elle a pour but de défendre les intérêts professionnels et sociaux des journalistes algériens. »

« Nous voulons être une jeunesse debout ». C'est le slogan de la jeunesse algérienne qui se réveille. Elle veut participer à la vie de son pays. Elle veut être une jeunesse debout.

« Des étudiants réclament l'amnistie ». Les étudiants algériens réclament l'amnistie pour les émeutes d'octobre. Ils veulent que les émeutes soient traitées comme des faits de jeunesse.

« Des médecins confirment les tortures ». Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables.

« Les étudiants réclament l'amnistie ». Les étudiants algériens réclament l'amnistie pour les émeutes d'octobre. Ils veulent que les émeutes soient traitées comme des faits de jeunesse.

« Les étudiants réclament l'amnistie ». Les étudiants algériens réclament l'amnistie pour les émeutes d'octobre. Ils veulent que les émeutes soient traitées comme des faits de jeunesse.

« Les étudiants réclament l'amnistie ». Les étudiants algériens réclament l'amnistie pour les émeutes d'octobre. Ils veulent que les émeutes soient traitées comme des faits de jeunesse.

« Les étudiants réclament l'amnistie ». Les étudiants algériens réclament l'amnistie pour les émeutes d'octobre. Ils veulent que les émeutes soient traitées comme des faits de jeunesse.

Universitaires : Le pays est mûr pour vivre dans le respect des libertés individuelles et collectives

Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi.

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« Les universitaires algériens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils veulent que le pays soit gouverné dans le respect de la loi. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

SOMMAIRE

- Le fil des événements p. 2-3
- Editorial p. 3
- Le séisme d'octobre p. 4
- Une déflagration détonante Et maintenant ? p. 5
- Un ravalement de façade p. 6
- Le temps du référendum p. 7
- Interview de Hocine Ait Ahmed p. 8-9

- Y a-t-il eu complot ? Les « caves » se rebiffent p. 10
- Lettre ouverte à Ali Ammar p. 11
- Interview de Denis Berger Silence, on tue p. 12

- En France aussi... L'amicale juge la répression p. 13
- Le Mouvement culturel berbère répond au « Monde » « Algérie Actualité » : halte à la répression p. 14
- Ils ont dit... p. 15

- Référendum publicitaire p. 16
- Libre Algérie BP 89, 75922 Paris cedex 19

Des médecins confirment les tortures

Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables.

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

« Des médecins algériens confirment les tortures infligées aux détenus pendant les émeutes d'octobre. Ils ont constaté des dégâts considérables. Ils ont constaté des lésions graves, des fractures, des hémorragies. »

La contestation s'organise dans la société

La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives.

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

« La contestation s'organise dans la société algérienne. Les citoyens réclament le respect des libertés individuelles et collectives. Ils réclament la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la recherche scientifique. »

REFERENDUM : 37% CE MATIN

Alors que s'ouvre la campagne officielle du référendum, les sondages indiquent que 37% des Algériens voteront « oui ».

EL MOUDJAHID

LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

APPEL AU CALME

du commandement militaire

Alger pense ses blessures

Les journalistes se rebiffent

Démontant l'utilisation tendancieuse des médias nationaux lors des émeutes d'Algérie, un collectif de 70 journalistes exige un large débat dans la presse.

Le printemps timide des journalistes

La situation progressivement maîtrisée, 900 personnes arrêtées en flagrant délit de pillage et de vandalisme.

La presse veut dénouer son baillon

Le silence des médias algériens sur les émeutes a provoqué une effervescence dans les rédactions. Des journalistes ont créé, à Alger, une organisation professionnelle autonome.



LE FILM DES EVENEMENTS

DANS LA RUE...

Grèves successives durant le mois de septembre, notamment à la zone industrielle de Reghaia (vingt kilomètres à l'est d'Alger), de plus en plus suivies. Un mot d'ordre de grève générale est lancé pour le 5 octobre, qui rencontre un certain écho chez les enseignants et les étudiants. Les postiers débrayent, des manifestations de travailleurs de plus en plus fréquentes sont violemment réprimées à Rouiba et Bouira.

3 octobre — Maître Ali Yahia, président de la LADH, est inculpé d'« outrages à corps constitué » à propos de deux articles parus dans le *Monde* et *Libération* et d'une conférence donnée à la Sorbonne au mois d'août (*Libre Algérie* n° 17).

4 — Dans la soirée, à Bab el Oued, la police intervient violemment pour disperser des jeunes manifestants qui brûlent des voitures à proximité de la Sûreté nationale.

5 — Jour de la grève générale, plusieurs centaines de jeunes, dont certains n'ont pas dix ans, déferlent rue Didouche-Mourad, renversant les voitures de l'administration, reconnaissables à leur plaque d'immatriculation,

s'attaquant aux édifices publics, aux Galeries algériennes, au night-club branché d'Alger. Beaucoup de commerçants avaient baissé le rideau de fer. Les effectifs de la police sont particulièrement faibles, voire inexistant, ce jour-là dans les rues d'Alger.

6 — L'armée prend le contrôle de la capitale et, pour la première fois depuis 1965 (coup d'Etat qui a porté au pouvoir le colonel Boumediène), l'état de siège est proclamé. Dès lors, les ordres émanent d'un commandement militaire et les émeutes sont qualifiées d'« actes de vandalisme » perpétrés par des « jeunes manipulés par les ennemis du peuple algérien et de sa révolution ». La direction de la fonction publique est incendiée, des coups de feu crépitent dans le centre d'Alger aux abords du siège du FLN, Riadh el Feth est saccagé. Le couvre-feu est instauré dans l'Algérois de minuit à 6 h. Un médecin affirme que deux jeunes (quatorze et vingt-trois ans), membres de sa famille, ont été tués par balle. Malgré le couvre-feu et la présence de l'armée, des groupes de jeunes se forment, incendient le ministère de l'Education et jettent les dossiers au vent.

7 — Le contrôle de l'armée et de la gendarmerie se renforce à Alger, la ville est survolée d'hélicoptères et les grandes artères et les boulevards circulaires sont occupés par des chars roulant au ralenti. Pourtant, de nombreux affrontements ont lieu au centre comme à la périphérie de la ville, notamment dans la cité populaire de Badjarah qui compte déjà plusieurs morts. Air Algérie suspend la ligne Paris-Alger.

8-9 — Les affrontements se font de plus en plus violents. Certains manifestants se sont armés en pillant les commissariats. A Kouba (banlieue d'Alger), c'est une véritable bataille qui se déroule entre militaires et manifestants qui opèrent du toit des immeubles. Des groupes d'intégristes font leur apparition. Des soldats sont poignardés. On annonce soixante morts depuis le début des événements dans ce quartier. Le soir, à 22 h, c'est l'avenue Didouche-Mourad qui s'enflamme. La foule crie « Chadli assassin ! » et « Allah est grand ! ». A 22 h 30, le ministre de l'Intérieur, Hedi Khediri, fait une intervention à la télévision ; c'est la première manifestation du pouvoir depuis le début des événements. Par son intervention, les Algérois apprennent qu'Oran, Tiaret, Mostaganem sont en effervescence ainsi que tout l'ouest du littoral.

Dans la nuit, on apprend que le centre de Blida est dévasté et que la mairie de Boufarik est détruite. A Alger, le ravitaillement est quasiment nul, à Badjarah, l'armée tire sur des femmes qui tentent de se ravitailler.

Dimanche, les manifestations se poursuivent, le Mouvement pour le renouveau algérien, qui s'était déjà manifesté au cours des événements sans que personne ne sache ce que ce sigle recouvre, déclare dans un communiqué : « *Le dernier bilan [des manifestations] est de deux cent cinquante-six morts et six cents blessés sur tout le pays.* » Il exige la démission du gouvernement, la dissolution du FLN et de l'APN, l'abrogation de la loi martiale et l'organisation d'élections de comités populaires locaux.

10 — Alors que le président Chadli s'apprête à s'adresser au pays, l'armée tire sur une manifestation de vingt mille personnes au moment où elle débouche sur la place des Martyrs. On dénombre une trentaine de morts. Le soir, à la télévision et sur toutes les radios, Chadli déclare qu'« il ne laissera pas le pays livré à l'anarchie » et appelle les Algériens à « faire preuve de responsabilité et de courage ». Comme par miracle, dès ce jour, les magasins se remplissent de denrées qui manquaient depuis des mois, voire une année, comme les lentilles, le café, le sucre, sans parler de la semoule dont les prix ont même baissé depuis les début des émeutes ! L'activité reprend peu à peu, du moins dans la capitale.

Alors qu'un journaliste de l'APS, Sid Ali Benmechiche, est tué par balles, un collectif de soixante-dix journalistes signe une pétition mettant en cause l'attitude du gouvernement, dénonce l'interdiction qui est faite d'« informer objectivement des faits » et condamne « l'utilisation violente et meurtrière de la force armée ».

11 — Quelques manifestations de soutien à Chadli se forment, notamment à Oran et dans l'est du pays, aux cris de « Vive Chadli ! Vive l'Algérie ! », sans plus. La veille, à Oran, quelques centaines de manifestants avaient sillonné le port pour appuyer le discours présidentiel. Cela s'arrêtera là. A Alger, les journalistes de la presse occidentale, en même temps qu'ils sont tancés par la presse nationale, sont conviés à se rendre sur les lieux d'une de ces manifestations... qu'ils ne rencontreront pas.

12 — La tension baisse et l'heure est venue de compter les victimes. Le pouvoir n'avance aucun chiffre ; des rumeurs, émanant des milieux médicaux, parlent de plus de cinq cents morts. Il est impossible de chiffrer le nombre de blessés qui, pour beaucoup d'entre eux, ont refusé de se rendre dans les hôpitaux par crainte de se faire arrêter. Des milliers de personnes sont arrêtées. Les procès commencent de la manière la plus expéditive,

rendus par des tribunaux spéciaux. A Annaba, six personnes sont condamnées à des peines de quatre à huit ans de prison sans avoir pu choisir leur défenseur.

Les Algériens reprennent peu à peu le chemin du travail.

La Kabylie, en grève générale depuis quarante-huit heures, connaît à son tour des manifestations violentes. Des informations, démenties par la suite, font état d'une dizaine de morts au cours du débordement d'une manifestation de soutien à Chadli.

Le président annonce un référendum le 3 novembre pour modifier la Constitution et augmenter les pouvoirs de l'Assemblée nationale.

13 — Tout d'abord déçus par le discours présidentiel, les Algériens semblent avoir investi Chadli d'un regain de confiance. Circonspects, ils attendent les réformes.

14 — Plusieurs faits semblent accréditer la thèse de l'existence de tentatives de déstabilisation qui auraient attisé la révolte des manifestants.

15 — Les cours reprennent après dix jours d'interruption. Quatre mille fidèles se rassemblent à Bab el Oued pour écouter l'imam intégriste Ali Belhadj dénoncer les inégalités sociales et « la politique erronée du gouvernement qui a exacerbé le clivage ». La dispersion se passe sans incident.

18 — Un groupe de sept étudiants commence une grève de la faim à l'université des sciences Houari Boumediène à Bab Ezzouar. Ils réclament l'amnistie générale, l'arrêt des tortures et l'instauration de la démocratie.

19 — Chadli reçoit une délégation de la Ligue algérienne des droits de l'homme (Brahimi) et lui déclare : « Tout dépassement sera sanctionné dans le strict respect de la loi. » Réunis en assemblée générale, des universitaires affirment : « La torture, sous toutes ses formes physiques et morales, s'est institutionnalisée comme mode de traitement des différences d'opinion et des problèmes sociaux. » Des avocats signalent qu'en province des sessions spéciales de tribunaux de flagrant délit ont eu lieu sans que les prévenus puissent assurer leur défense. Dans certaines villes, les procès se déroulent la nuit et se concluent par des peines allant jusqu'à dix ans de prison, la moyenne se situant entre deux et cinq ans.

20 — Le ministre de la Justice, Mohamed Cherif Kharroubi, déclare que les mineurs ont tous été libérés et remis à leurs parents ; il assure que les procès « se déroulent dans le strict respect de la loi ».

22 — Les bouches s'ouvrent, la discussion s'instaure, les médecins, les avocats, les étudiants s'organisent en comité auto-

DANS LES COULISSES DU POUVOIR...

Dès le 5 octobre, les villas du Club des Pins, résidences officielles de la nomenclatura, se vident. Tous démissionnent avec leur famille vers les résidences d'été dès les premières émeutes. Seuls restent à Alger Messaâdia, Belkheir et Khediri, installés dans les locaux de la présidence. Une réunion extraordinaire du bureau politique se tient tout de même au grand complet, sauf Taleb Ibrahim, le ministre des Affaires étrangères, en mission à New York, qui ne rentrera à Alger que le 9 au soir. Dans sa déclaration, le BP « condamne avec la plus grande vigueur les actes de vandalisme et les agressions dont ont été victimes dans leur personne et dans leurs biens d'honnêtes citoyens (...). Les services chargés du maintien de l'ordre et les autorités judiciaires accompliront dans ces circonstances leur mission sans faille ni faiblesse (...). Le BP engage l'ensemble des militants, les travailleurs, la jeunesse à la vigilance extrême contre toutes manipulations et agissements contraires à leur intérêts ».

Après cette réunion de crise, unanimes, les membres du gouvernement et les dirigeants du parti observent un silence total. Le BP se réunit à nouveau le vendredi 7 octobre à 17 h, mais aucun communiqué n'est publié après cette réunion et, pourtant,

tout porte à croire que les discussions y furent vives.

Alors que toute l'Algérie s'embrase, il faut attendre le 8 octobre pour que Hedi Khediri intervienne à la télévision. Livide, au bord des larmes, il pose à plusieurs reprises la question : « Pourquoi tout cela ? Je vous pose la question, je me pose la question. » Il faut noter que Khediri n'est pas membre du bureau politique du FLN.

A la veille du discours présidentiel, l'atmosphère côté pouvoir rappelle étrangement ces jours de Mai 68 en France alors que de Gaulle s'était envolé en Allemagne et avait annoncé un discours dès son retour. Combien de manifestants d'alors, devant la vacance du pouvoir, ont cru à la démission du chef de l'Etat !

Le dimanche 9 octobre, nouvelle réunion du BP. Chadli, visiblement accablé, ne sait comment s'adresser au peuple algérien et envisage sa démission. Le discours présidentiel est annoncé dans la soirée.

Le 10, Chadli enregistre son discours probablement au moment où, place des Martyrs, trente manifestants tombent sous les balles des militaires. Durant la diffusion du discours, une voix interrompt la retransmission pour crier en français :

« Trente-trois morts à Bab el Oued ! »

Le 12, Chadli annonce le référendum pour introduire dans la Constitution une modification qui prévoit que « le président de la République, responsable de la défense nationale et de la conduite de la politique extérieure, choisit le chef d'un gouvernement désormais responsable devant l'APN ». Ce texte sera officiellement rendu public le 17 octobre.

Mohamed Cherif Kherroubi, ministre de la Justice, donne une interview exclusive au *Figaro* dans laquelle il donne une estimation du nombre de personnes déferées devant les tribunaux (trois mille sept cent quarante-trois). C'est la seule expression d'un membre du gouvernement à la presse française.

Le gouvernement décide de lancer un nouveau « programme global et permanent » d'importations en vue d'assurer la disponibilité des produits sur le marché local puis, et jusqu'au 31 octobre, c'est à nouveau le silence du pouvoir, gouvernement et parti, qui s'explique certainement par l'apreté des « débats » internes et des règlements de compte qui se concluent par les limogeages de Messaâdia et Lakhel-Ayat et les déclarations contradictoires concernant le pluralisme politique.

► nome et élisent des structures de coordination représentées à la commission d'enquête sur les tortures et les mauvais traitements. Les journalistes discutent aussi beaucoup... mais la presse ne change pas beaucoup.

25 — Annonce du second volet des réformes. Ceux qui avaient cru à la promesse du multipartisme en sont pour leur frais. « *Le multipartisme ne peut en aucun cas être octroyé dès le départ à des milieux prétendant au pouvoir et ambitionnant des privilèges* »... Pas de billet de retour pour le MDA (Ben Bella), le FFS (Aït Ahmed) et bien d'autres encore. Le seul pluralisme toléré se situera... au sein du FLN.

26 — Rassemblement de trois mille étudiants à Bab Ezzouar pour « *du travail pour les chômeurs, la prison pour les tortionnaires!* » La LADH (Ali Yahia) intervient dans ce meeting et recueille vingt mille dinars pour financer la défense des détenus. *Révolution africaine* (organe du

FLN) dénonce dans un éditorial signé Abdou B. la classe politique qui « *manque singulièrement de dignité et d'honneur* ».

30 — Chadli limoge Mohamed Cherif Messaâdia, numéro deux du FLN, et Mejdoub Lakhayat, chef de la SM. Ils sont remplacés par Abdelhamid Mehri pour le FLN et Mohamed Betchine pour la SM (sur les rôles de ces différents personnages, se référer aux précédents numéros de *Libre Algérie*).

31 — Chadli annonce la mise en liberté provisoire de tous les détenus en attente de leur procès. Le nouveau numéro deux estime, pour sa part, que le pluralisme politique est une « *éventualité* » et qu'il doit être « *décidé par les militants eux-mêmes et, s'il le faut, par le peuple lui-même* ».

1^{er} novembre — Trente-quatrième anniversaire du soulèvement de 1954; les prisonniers sont effectivement libérés provisoirement.

EN FRANCE...

8 octobre — Un millier de personnes manifestent à Paris à l'appel de plusieurs organisations algériennes. Des banderoles demandent la démission de Chadli et la démocratisation en Algérie.

10 — Rassemblement au Trocadéro à Paris de mille personnes à l'appel du collectif Halte au massacre.

Du côté du gouvernement, trois jours après les premières émeutes en Algérie, Roland Dumas déclare la situation préoccupante mais souligne qu'il est trop tôt pour porter un jugement. Hubert Vedrine, porte-parole de l'Elysée, confirme cette position le 9 et « *souhaite un Maghreb stable et prospère* ». En fin de semaine, Michel Rocard reçoit l'ambassadeur d'Algérie en France; ils évoquent les « *moyens de renforcer la collaboration franco-algérienne* ».

Radio-Beur devient le lieu de débat et de rencontre de l'émigration qui se mobilise dès les premiers jours dans une solidarité unanime (à l'exception de l'Amicale des Algériens) avec les manifestants du pays.

Une série d'attentats sans gravité se produit devant les locaux officiels algériens (consulats et Amicale) à Marseille, Nice, Vitry...

La veille du discours de Chadli et les jours qui suivent, un bon nombre d'organisations françaises prennent position. Le Parti socialiste se démarque un peu des positions du gouvernement en déclarant qu'on « *ne restaure pas l'ordre uniquement par l'intervention des forces armées* »; le Parti communiste français dénonce « *le piège intégriste* » et les méfaits à retardement du colonialisme; le MRAP s'aligne; la LDH souhaite la recherche d'une solution.

La droite, quant à elle, trouve la situation préoccupante, en appelle au respect des droits de l'homme et demande au « *gouvernement d'œuvrer à l'apaisement* ». Le Front national, qui ne rate jamais une occasion d'exprimer un rejet raciste, demande « *l'interdiction de toutes les manifestations algériennes en France* ».

14 — Une partie des signataires du Manifeste des « 121 », vingt-huit ans après, réaffirme sa solidarité avec le peuple algérien en condamnant sans équivoque la répression en Algérie.

12 — Roland Dumas annonce à l'Assemblée nationale l'accélération du « *règlement des dossiers de coopération avec l'Algérie, en particulier celui prioritaire du gaz* ».

13 — Vingt organisations françaises participent à une manifestation à l'appel de la Coordination de solidarité avec le peuple algérien qui se déclare « *déterminée à agir de manière unitaire pour dénoncer la répression et favoriser la solidarité en France avec le peuple algérien* ».

Première intervention de Michel Rocard sur TF1: « *Il arrive pour certaines situations que le silence ait une signification bien plus lourde que des formes d'expression qui partiraient trop vite pour se donner bonne conscience* ».

Une livraison de huit fourgons anti-émeutes Mercedes, en provenance de RFA et qui devait quitter Marseille le 13, est reportée à une date ultérieure. Le marché avait été conclu avant le début des émeutes.

15 — Une manifestation se déroule à Paris à l'appel du Comité des droits de l'homme et des libertés en Algérie. Des rassemblements ont eu lieu également à Marseille et à Strasbourg.

27 — Une vingtaine d'anciens prisonniers politiques de la guerre d'Algérie, dont Henri Alleg et la veuve de Maurice Audin, s'adressent à Chadli pour lui faire part de leur émotion « *à mesure que se découvre à la fois le sinistre et sanglant tableau de la répression et les méthodes utilisées pour le mener* ».

28 — Communiqué du Conseil de l'ordre des avocats qui s'inquiète des « *procédures de flagrant délit* » et de la difficulté de l'exercice des droits de la défense.

31 — Le PS lance un appel pour que cessent les tortures en Algérie.

Le RECOURS, association de défense des Pieds-noirs, demande au gouvernement d'intervenir pour que soient « *sauvegardés les deux mille trois cents cimetières français en Algérie* ».

4 novembre — François Mitterrand envoie un message de félicitations à Chadli pour son succès au référendum.

EDITORIAL

EMPEREURS ! VOUS ETES NUS

Dieu se sert des enfants pour s'exprimer, dit un adage du terroir. La vérité sort de leur bouche : leur incroyable, celle sortie de ces centaines de gamins algériens, fauchés par les mitrailleuses de l'Armée nationale populaire, ou tués sous la torture.

L'irruption brutale et massive des *panzers*, qui rappelle les opérations éclairs de la *Blitzkrieg*, visant à écraser vite et bien les résistances populaires et qui servira de modèle à Pinochet lors de son putsch, a en effet démythifié un système politique qui avait réussi, à coup de propagande et d'autocensure tant indigène qu'étrangère, à s'identifier à l'image de la révolution algérienne, forgée dans un combat mené principalement par la jeunesse.

Il aura fallu l'épouvante de cet octobre noir pour que l'opinion internationale découvre les réalités politiques, économiques et sociales accablantes, accumulées par une gestion antidémocratique pendant plus d'un quart de siècle.

« *Empereur ! vous êtes nu !* » La répression sauvage est apparue au monde comme l'illustration et la continuation d'une « *politique sous une autre forme* »; elle en a mis à nu ses aspects sauvages, à savoir : asphyxie systématique de la vie politique, par l'interdiction des libertés d'information, d'expression et d'association; exercice sans limite du monopole politique par la nomenclatura, aucun garde-fou au principe policier, aucune échappatoire à la déstabilisation de l'Etat-nation par les clans militaires; corruption et train de vie sans vergogne pour une minorité et, pour l'écrasante majorité, régime sans recours de privations et de misère; exclusion sans détours de la culture berbère, perversion subtile et manipulation politique de la culture arabe, overdose de la dictature au quotidien : arbitraire, mépris, langue de bois et de vipère sans droit de réponse ou de défense.

En mettant en lumière la fatalité de l'implosion du système et de l'explosion populaire, les gavroches d'Algérie ont rappelé

aux adultes qui dirigent la communauté internationale leur devoir d'intervention chaque fois et partout où se commettent les violations des droits de l'homme. Tout traitement inégal, toute discrimination disqualifieraient toute autorité qui se réclamerait des idéaux universels.

En jouant, en toute tranquillité, à la révolution aux cris de « *nous sommes des hommes* », ces enfants n'ont pas manqué leur cible : rappeler à leurs amnésiques de parents et aînés leurs responsabilités passées et présentes. Ils leur ont donné le courage de remonter plus haut et plus loin — 1963-1965 en Kabylie — et de comprendre que les cruautés d'aujourd'hui sont non seulement les conséquences logiques de celles d'hier, mais aussi que leur but de guerre n'a pas changé : empêcher coûte que coûte jadis l'éclosion et l'enracinement d'une opposition démocratique et, maintenant, son extension et son organisation.

Le grand crime des potentats algériens ne fut pas seulement d'avoir tué des enfants, mais d'avoir tué des potentialités démocratiques qui auraient protégé leur vie, non sans la complicité des hommes que l'écœurement a poussé au silence et à la passivité. Le message de ces gavroches a dû faire rougir ces derniers pour qu'ils aient pris à cœur, de toute évidence, de se lancer avec ferveur dans cette effervescence associative portuse d'espérances. Seraient-ils capables de porter jusqu'au bout et avec vigilance le processus de changement fondamental entamé par leur progéniture ? A eux seuls les phénomènes de compensation ne pourraient constituer une garantie contre la peur, les tentations du pouvoir et les divisions; la jeunesse, qui compose l'écrasante majorité du peuple algérien, doit décider de ne plus jamais perdre la maîtrise de son destin en comptant, avant tout, sur sa capacité d'initiative et son sens des responsabilités.

Que les hommes du pouvoir cessent de tricher

avec cet autre message outre-tombe adressé à leur conscience par ces enfants morts pour avoir voulu naître à une vie de liberté et de justice : la seule attitude honorable est de redonner aux Algériens et aux Algériennes leur citoyenneté et au peuple algérien sa souveraineté pleine et entière.

Il y aura bientôt trente ans que les Nations unies ont proclamé une Déclaration sur le droit des enfants. Les droits à la vie, à l'intégrité physique, à la paix ne figurent pas dans ses dix commandements, probablement parce qu'assurés par d'autres instruments internationaux. Dès lors, le problème des problèmes qui se pose à la communauté internationale n'est-il pas de protéger efficacement les enfants de par le monde menacés par les terrorismes d'Etat, les guerres civiles et les famines ? Certes, l'assassinat des gamins de Bangui par l'empereur, l'holocauste « *progressiste* » perpétré contre des milliers de gosses par Pol Pot, la chasse aux jeunes Palestiniens dans les territoires occupés, les massacres massifs des fillettes et garçonnets, victimes du napalm ou de la disette organisée dans les folies des guerres civiles et des conflits étatiques autorisent bien à crier : « *Empereur de toutes les couleurs ! Vous êtes nus !* » Mais gare à l'impunité assurée, qui fera perdre à la jeunesse confiance à la fois en son pays et au droit international, et qui s'écrierait : ONU, à quoi sers-tu ?

Les petits héros d'Algérie coupés par la mitraille appellent tous les militants des droits de l'homme et du droit humanitaire à des actions et réflexions concertées en vue de définir et d'abolir ce nouveau « *crime contre l'humanité* ».

Ne serait-ce pas l'occasion pour les élites du tiers monde, soucieuses d'une authenticité qui jusqu'ici ne s'est exprimée que par des négativités, de réactiver le tribunal Russel ou de créer tout autre forum international capable d'une mobilisation rapide de l'opinion ?

LE SEISME D'OCTOBRE

Après la vague d'émeutes qui a déferlé sur le pays et la répression sauvage qui a suivi, une page nouvelle s'est ouverte dans l'histoire de l'Algérie indépendante.

Ce qui caractérise la situation, c'est que, sur un arrière-plan de crise économique et sociale sans précédent, la crise politique ouverte au sommet de l'Etat dans le cadre de la préparation du 6^e Congrès du FLN ne s'est pas conclue, selon la tradition, par un compromis entre les fractions rivales mais par une fracture, rendue publique dans le discours de Chadli le 19 septembre.

C'est dans cette brèche ouverte au cœur même de l'appareil d'Etat que les travailleurs et plus massivement la jeunesse se sont engouffrés, non pas pour appuyer l'une ou l'autre des fractions rivales, mais pour détruire tout l'édifice politique et institutionnel du régime militaro-policié.

Pour apprécier les transformations qui s'effectuent à un rythme accéléré depuis le 10 octobre, il convient de revenir sur les causes profondes de ce tremblement de terre.

La crise trouve ses fondements dans le fait que le régime algérien, mis en place en 1962 après la crise politique de l'été, ne pouvait, ni par sa nature (coalition de forces sociales aux intérêts divergents) ni par son programme (vague et inconsistant), s'attaquer aux problèmes de l'Algérie ravagée par la guerre et paralysée par le départ massif des Pieds-Noirs qui contrôlaient tous les circuits administratifs, économiques et financiers. La tutelle exercée par le FLN sur la vie politique, sous la haute surveillance de l'armée, allait expulser les travailleurs, la paysannerie pauvre, les femmes et la jeunesse du champ politique et, par là même, reléguer à l'arrière-plan les problèmes sociaux et museler les libertés démocratiques.

En 1965, très peu des tâches démocratiques sont réalisées et les besoins sociaux (logement, emploi, formation professionnelle...) ne sont que très partiellement satisfaits.

Le colonialisme et l'impitoyable guerre menée par la France en Algérie, pendant sept ans, expliquent sans doute les difficultés de la construction du pays, mais ne peuvent faire oublier le retour musclé de l'armée des frontières, structurée, hiérarchisée et fonctionnant depuis 1958 comme une force militaire et politique indépendante du GPRA.

L'omnipotence du parti unique, l'absence des libertés et d'élection d'une Assemblée constituante souveraine, en s'appuyant sur les forces vives de la société, ont empêché de commencer à sortir le pays du sous-développement.

Boumediene, un despote non éclairé

Le coup d'Etat du 19 juin 1965 ne fait que parachever ce processus dont les origines se trouvent dans la prétention du FLN à s'être toujours posé comme seul représentant de la société algérienne, pendant et après la guerre, et qui permet aujourd'hui d'interdire une histoire critique de la révolution algérienne, de légitimer le régime et de préparer pour demain une union nationale dans le ca-

dre d'un néo-FLN « démocratisé » qui préservera les intérêts des classes dirigeantes.

Coup d'Etat militaire, mais aussi regroupement de tous les groupes politiques, à l'exclusion des benbellistes, autour du groupe d'Oudja, noyau dur de l'état-major de l'armée des frontières. Avec le soutien des forces sociales les plus conservatrices, c'est l'alliance du bourgeois, du sabre et du Coran !

Dès lors, Boumediene jette les bases, en 1969, d'un nouveau mode de développement économique (industries industrialisantes) basé sur la nationalisa-

de production qui ne permet qu'« un développement sans croissance » (Sid Ahmed) du fait de la distorsion existante entre les différentes branches de la production, l'aggravation des disparités régionales et la ruine de l'agriculture. Déjà le pays s'enfonçait de façon irréversible dans la dépendance alimentaire, technologique et économique. L'indépendance nationale est très lourdement hypothéquée, malgré la « forêt des industries », achetées clés en main et qui ne forment pas plus un potentiel industriel que l'achat de blindés, de sous-marins et d'avions ne

à l'armée qui l'avait installé au pouvoir.

Les différents booms pétroliers lui ont permis, en revanche, de différer les échéances. Mais, à partir de 1985, l'effondrement des revenus des hydrocarbures conjugué à un accroissement de la dette extérieure contraignent Chadli à s'engager dans la voie du libéralisme, menant à la privatisation d'une large partie du secteur public, à la formation de sociétés mixtes (participation des capitaux étrangers), au renforcement du secteur privé et à la spécialisation de l'Algérie dans l'industrie de la sous-traitance.

Cette politique effectuée avec prudence, mais de façon résolue après le référendum truqué de janvier 1986 sur la charte nationale (98,37 % de oui), s'est accompagnée d'un renforcement des liens avec les Etats-Unis, la CEE et l'Arabie Saoudite et d'une réorientation de la diplomatie algérienne au Maghreb et au Proche-Orient.

Après les émeutes du Constantinois en novembre 1986, la quasi-faillite de l'économie impose à Chadli de mener plus avant sa politique libérale, afin d'attirer les capitaux étrangers, d'accroître la production agricole et de développer les exportations hors hydrocarbures. Cela devrait permettre de limiter le poids des contraintes financières, d'autant plus que l'effondrement continu des revenus gaziers a asséché la trésorerie algérienne.

Depuis l'été, la colère montante de la population a poussé Chadli à s'attaquer frontalement à la fraction rivale au sein du FLN. Son discours du 19 septembre, véritable déclaration de guerre à ses adversaires, indiquait que les affrontements ne pourraient être, cette fois encore, réglés à huis-clos.

De la revendication à l'émeute

La confiscation du pouvoir, la suppression de toutes les libertés démocratiques et l'emploi de la répression comme système de gouvernement expliquent que l'expression populaire ne pouvait apparaître que de façon intermittente et explosive.

Les premières grèves apparaissent en 1972 (transports d'Alger) puis à la SNS (métallurgie) de Kouba en 1974 à un

moment où la lutte des fractions est particulièrement vive au sein de l'équipe dirigeante. Parce qu'il sent que les temps ont changé, Boumediene cherche à élargir sa base sociale et à donner une légitimité institutionnelle à son pouvoir de fait. Mais l'ouverture du débat qu'il autorise en 1976, sous le strict contrôle du FLN, se termine mal et l'entreprise de démocratisation de la dictature échoue. L'Algérie connaît alors une vague de grèves, en 1976 et surtout en 1977, qui impose à Boumediene de composer et prendre en compte les aspirations sociales et démocratiques des travailleurs et de la jeunesse.

A sa mort, en 1978, une crise très dure est ouverte au sein du FLN entre les dauphins. Elle est jugulée par Merbah qui impose, par acclamation, le candidat de l'armée, Chadli Bendjedid.

Les contradictions n'en continuent pas moins de se développer de façon souterraine et, en mars-avril 1980, éclate le Printemps berbère qui ouvre une nouvelle page dans l'histoire de l'Algérie. Si le détonateur a été la revendication culturelle berbère, la grève de Kabylie a manifesté l'exigence de la refonte de l'économie, de la société et des institutions à partir des principes de la démocratie sociale et politique et de l'affirmation de l'identité algérienne, dont la langue et la culture berbère sont l'une des composantes importantes.

A partir de 1980, toutes les grèves ou manifestation (scolaires, en mai 1981, émeutes en l'Oranie en avril 1982, à la Casbah en avril 1985, grèves et manifestations de Kabylie en 1985, émeutes du Constantinois en novembre 1986, grève générale de l'université en 1987) prennent le caractère de soulèvement massif contre le pouvoir.

L'absence d'organisation politique capable de centraliser ces actions explique leur caractère violent, mais la continuité et la densité du mouvement sont telles que les premières coordinations apparues en Kabylie en 1980 n'ont jamais disparu ni celles mises en place au cours des grèves étudiantes ; elles ont été la préfiguration des structures autonomes créées chez les médecins, les journalistes, les avocats, les enseignants et les étudiants.

Ahmed TAHERTI



Paru dans le Monde.

tion des hydrocarbures (1971) et inspiré de la planification soviétique. Mais la comparaison n'est que formelle, car les rapports sociaux ne sont pas bouleversés en Algérie et le monopole du commerce extérieur, qui aurait dû protéger le marché intérieur, est plus fictif que réel. En fait, le modèle algérien est celui que sera développé en Iran et dans les pétro-monarchies/républiques : Libye, Emirats, Arabie Saoudite, Indonésie... Les investissements massifs effectués dans les secteurs des hydrocarbures et dans la sidérurgie n'ont jamais constitué des pôles pour le développement industriel mais des ponts d'ancrage pour le cartel pétrolier, les multinationales et les banques qui vont intégrer l'Algérie dans le marché mondial et la spécialiser comme producteur exclusif d'hydrocarbures.

Le résultat, c'est qu'en 1978 l'Algérie dispose d'un appareil

fait des émirs du Golfe des puissances militaires.

Chadli et la navigation à vue

Après les années de transition (1978-1980), Chadli, inquiet de la montée des mécontentements, tente de remodeler l'appareil de production en réorientant une partie de la rente pétrolière vers des investissements « dans le secteur des industries légères, l'agriculture, l'hydrolique, le logement, les équipements sociaux »...

Mais le degré de dépendance de cet appareil de production envers les grandes puissances et le caractère parasitaire de la classe dirigeante interdisent des réformes sérieuses. Si Chadli avait voulu prévenir l'explosion sociale en lâchant du lest, il n'aurait pu le faire en s'opposant

UNE DEFLAGRATION DETONANTE



Paru dans le Monde.

L'irruption massive de la population algérienne dans la rue, défiant courageusement la répression, ne constitue pas une surprise pour les observateurs de la vie politique algérienne. En effet, depuis plusieurs années, les prémices d'un éclatement s'annonçaient avec de plus en plus de précision. Le Printemps berbère en 1980, qui a marqué la première rupture sérieuse ; les manifestations de jeunes chômeurs dans l'Oranie en 1982 ; la colère des habitants de la Casbah en 1984 ; la grève générale de Kabylie en 1985 ; enfin, les émeutes de l'Est-Algérien en 1986 ont été autant de signes avant-coureurs qui attestaient l'éveil de la population, son intérêt au débat social, et annonçaient une profonde fracture entre l'Etat et la société. Face à ce phénomène de mobilisation sociale, culturelle et politique, la redynamisation de l'opposition nationale fut perçue par le pouvoir comme particulièrement dangereuse.

Les décisions à prendre se devaient d'être à la mesure de la situation. Après avoir pratiqué une répression graduelle, plus ou moins habile et revêtant plusieurs formes, le pouvoir renoua avec la stratégie de la peur. Le 7 avril 1987, maître Ali Mecili est abattu à Paris.

Pourquoi maintenant ?

A travers le monde, pour beaucoup de personnes, observateurs politiques, militants, experts même, l'Algérie représentait le modèle de développement



pour les pays du tiers monde. Bien souvent, ce pays fut présenté comme ayant réussi une difficile harmonisation entre le développement économique et l'ordre politique et, malgré le recul des idéologies et la fin des certitudes, certains continuaient de s'entêter à défendre le régime

d'Alger. Aujourd'hui, ils sont, bien sûr, les premiers à s'étonner de la soudaineté de la déflagration et de la réaction brutale de ce régime qu'ils qualifiaient de progressiste.

Plusieurs thèses peuvent être avancées pour expliquer les derniers événements, mais toutes arrivent à la même conclusion : la faillite du système.

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, le pouvoir, qui a assuré son maintien par la répression brutale ou sélective, s'était attaché, grâce à la manne pétrolière, à une répartition plutôt équilibrée du revenu national. Pour compenser l'inexistence de démocratie (parti unique, organisations de masse sous contrôle du FLN), on misait sur la promotion sociale. La liberté ou le pain, mais pas les deux ! La démocratie est considérée comme un luxe réservé aux pays développés. Encore faut-il préciser que l'Algérie indépendante n'a jamais connu l'abondance et que les pénuries, dont on dit qu'elles auraient provoqué les événements d'octobre, ont toujours existé. Dans ces années d'ordre musclé, avec une opposition très durement réprimée (assassinats, emprisonnements) et n'ayant aucun droit à l'expression, le régime apparaissait, aux yeux de la communauté internationale, comme jouissant d'une grande stabilité politique et nullement contesté. Il fut aidé pour cela par une diplomatie très active qui a su exploiter le prestige de la lutte de libération nationale. La vitrine était décidément bien alléchante !

Pourtant, dès 1977, une première fissure apparaissait dans l'édifice social du régime avec la grève massive des agents de la Régie syndicale des transports d'Alger (RSTA). Ce fut une illustration saisissante des limites d'une politique idéologiquement populiste et économiquement volontariste.

L'objectif de Boumediène de sortir l'Algérie du sous-développement — fixé à 1980 — qui s'articulait autour de trois axes, l'industrie industrialisante, la nationalisation des terres, l'unicité culturelle, s'est soldé dans les faits par la dépendance technologique, l'endettement et la crise d'identité. Mais le résultat le plus désastreux, conséquence de la mégalomanie des dirigeants, fut la ruine de l'agriculture.

C'est de cette situation que va hériter l'équipe de Chadli, qui n'est d'ailleurs pas étrangère à la politique menée par son prédécesseur. Pourtant, son arrivée au pouvoir suscita quelques espoirs dans des secteurs qui commençaient à réaliser l'ampleur du désastre économique et la fragilité du calme social. Ils allaient vite déchanter car ce furent les mêmes méthodes et les mêmes personnes qui continuèrent à gérer les affaires publiques. L'incompétence et le clientélisme, corollaires de l'autoritarisme, étaient toujours aux postes de commande !

La restructuration économique du début des années quatre-vingt n'a donc rien apporté de significatif.

L'accélération du processus

Privée de supports démocratiques, à l'instar du passé, cette réforme n'a fait qu'accélérer le déséquilibre social, déjà sérieusement ébranlé par la chute des prix du pétrole. La privatisation n'a présenté que le revers de la médaille : le pharisaïsme d'une

caste, désormais établie en classe sociale de nantis. Sa principale caractéristique est le parasitisme social car elle est incapable de créer la richesse économique. Son émergence publique est éminemment frustrante pour une population, dont la jeunesse est la principale force vive et est privée de perspectives.

Tous ces facteurs, combinés à un ordre totalitaire incapable d'intelligence politique et miné de l'intérieur par l'usure du pouvoir, ont contribué à faire sauter le couvercle de la marmite.

Les événements d'octobre dernier, qui ont ouvert une autre ère politique, étaient donc bien prévisibles. La seule surprise réside dans le retard de la déflagration car on attendait une démonstration de cette envergure depuis longtemps. L'essentiel est maintenant de maintenir la pression du mouvement social.

Tarik MIRA

ET MAINTENANT ?

Les algériens n'ont pas boycotté le référendum du 3 et la presse algérienne, aussitôt, de crier au miracle et de se prosterner devant le sauveur suprême en s'épongeant le front, mais sans rien expliquer.

Pourquoi les Algériens ont-ils voté ?

D'abord parce qu'il leur était difficile de s'abstenir, en particulier dans le bled, quadrillé par le FLN et les forces de l'ordre. Ensuite, tant que la carte d'électeur sera exigée pour obtenir un document officiel, toutes les élections seront entachées de suspicion. Enfin, faut-il ajouter que la seule voix entendue pendant la mise en condition de la population, qui a tenu lieu de campagne électorale, fut celle du pouvoir ?

De plus, chacun sait que les pratiques coloniales n'ont pas disparu et que les « élections à l'algérienne » (bourrage des urnes) sont toujours d'un usage courant.

Les privilégiés ont voté Chadli par crainte de la rue mais, pour la masse de Algériens qui se sont rendus aux urnes, sans illusions — l'expression démocratique du peuple algérien a été faite dans la rue —, voter oui, ce n'était ni plébisciter Chadli ni lui délivrer un chèque en blanc, mais signifiait que les temps passés de l'arbitraire, de l'oppression et de la misère étaient révolus et que l'Algérie était

mûre pour un régime démocratique.

En d'autres termes, les Algériens ont dit oui à Chadli pour qu'il aille le plus loin possible dans la désintégration du régime et de l'appareil militaro-policière, en sachant bien les limites de la démocratisation qu'effectuera ce nant du régime et cet homme du séraïl.

Le grand nettoyage

Coincé entre l'armée qui est toute puissante, bien qu'elle ait perdue une partie de ses moyens politiques pour exercer une répression massive, et les forces vives de la société qui réoccupent le terrain, se structurent et précisent leurs objectifs, Chadli se déplace sur un terrain miné. D'une part il a dû couper les branches pourries (Cherif Massaïdia, Lakehal-Ayat) en attendant une large épuration, d'autre part il a nommé à des postes clés des hommes comme Mehri, Betchine et surtout Kasdi Merbah, le chef du gouvernement, doté maintenant de larges pouvoirs. En faisant de cet ex-patron de la Sécurité militaire et maire du palais du régime un Premier ministre, capable de s'imposer aux appareils et d'organiser la répression, Chadli s'est inspiré de l'exemple tunisien. Il a clarifié la situation politique et s'est relégué lui-même au rang de roi fainéant.

Le prochain congrès du FLN sera l'objet de féroces règlements

de comptes entre la fraction bureaucratique « attachée aux acquis » (ses privilèges politiques) et les « réformistes », et s'accompagnera d'une inévitable épuration. Car, pour éviter l'effondrement du régime, il est impératif que le FLN élargisse sa base, intègre en son sein des personnalités de la société civile et accepte que se mènent des débats contrôlés. Afin qu'il permette, en maintenant la fiction de l'APN, de préserver la continuité du régime et de lui donner une nouvelle légitimité.

Le congrès passé, le Ben Ali algérien se trouva confronté aux vrais problèmes : le libre exercice de tous les libertés démocratiques, ce qui ne va pas sans la fin du parti unique, la dissolution de la Sécurité militaire (la SAVAK algérienne), l'épuration massive des apparatus de l'administration, la publication de tous les documents permettant de connaître la situation réelle de l'économie et l'ouverture d'un débat public national pour examiner et décider des mesures urgentes à prendre pour sortir le pays du chaos.

Et, puisque partout dans le monde on célébrera le bicentenaire de la Révolution française, pourquoi ne pas commencer à rédiger des cahiers de doléances, une charte des droits de l'homme et du citoyen et exiger la formation d'élections libres à une Assemblée constituante souveraine.

Ahmed TAHERTI

Les réformes en cours en Algérie UN RAVALEMENT DE FAÇADE

La révolte de la jeunesse algérienne a sorti la société de sa léthargie. Le formidable bouillonnement que connaît le pays et les multiples associations qui se créent à travers le territoire national sont la marque des profonds changements en cours. A côté, les réformes annoncées par le président apparaissent très en retrait par rapport à la volonté et au désir de démocratisation manifestés.

Les moments difficiles que vit l'Algérie ne sont pas un phénomène exceptionnel ou inattendu. La crise est inhérente au système lui-même. C'est le système qui est à la racine des maux sociaux en restreignant les aspirations individuelles et en entraînant par-là une crise politique et économique endémique. Il est donc vain de chercher dans une prétendue crise économique internationale ou dans la baisse des revenus pétroliers et gaziers les seules raisons de la faillite du régime actuel. De même que la main de l'étranger, que l'on brandit à l'occasion, ne saurait tromper personne. Le présent effondrement du pouvoir est le symptôme actuel d'une crise à long terme portée à son sommet par l'évidente banqueroute des méthodes de gouvernement utilisées depuis l'indépendance du pays en 1962.

Un Etat policier

Depuis vingt-six ans, le pouvoir a procédé à une sorte de lobotomie collective en interdisant toute forme d'expression, en imposant une censure systématique, annihilant toute vie individuelle indépendante, organisant l'étouffement des libertés, la répression physique et les menaces. Ces formes policières de gouvernement, de pouvoir bureaucratique, ont un temps réussi à désintégrer, à atomiser et démoraliser la société. Cette terreur étatique a abouti à l'abdication et à la soumission de la société civile. Dès lors, le fossé ira en s'aggravant entre le pouvoir qui règne en maître absolu et la base qui subit avec une certaine résignation tout ce qui se passe, comme s'il y avait deux Algérie, d'un côté celle des dignitaires du régime qui évoluent dans le luxe et l'abondance, de l'autre celle des administrés, la majorité qui vit dans la misère et l'austérité. Une vie faite de déconvenues, de files d'attente devant les magasins, une vie régie par la loi du système D, du *bénamisme*, de la corruption des bureaucrates, et qui doit apprendre à se mouvoir aux frontières du légal et de l'illégal. Ces conditions d'existence difficiles (ainsi que l'extrême politisation de la vie où tout comportement non conformiste est assimilé à un défi au système qui contrôle tout) entretiennent souvent une certaine passivité. En effet, les gens consacrent l'essentiel de leur temps à des démarches d'ordre privé (qui pour se procurer des médicaments introuvables, tel autre le lait indispensable aux enfants...) et le pouvoir arrive ainsi à enserrer ses subor-

donnés dans une dépendance fondée sur la nécessité de pourvoir aux besoins immédiats. Les gens, par lassitude, résignation ou par effet d'entraînement, finissent par s'enliser dans cette habitude et il arrive un moment où ils perdent jusqu'à l'idée du refus et s'accrochent à cette existence au jour le jour, cessant d'être concernés par la remise en cause de l'ordre établi. Les plus téméraires, ceux qui osent s'élever contre les abus de l'autorité, sont vite remis au pas, l'omniprésence des services de sécurité entretenant la peur inconditionnelle et empêchant toute velléité d'expression ou de réactions (il en résulte un profond traumatisme au sein de la population qui vit dans une peur et une angoisse permanentes).

étudiantes confirment la renaissance de la société civile et la « révolution des esprits » qui s'est opérée. Aujourd'hui, une nouvelle étape est franchie avec le soulèvement de la jeunesse sur l'ensemble du territoire, qui se soldera par plusieurs centaines de morts. Cette rupture totale entre le pouvoir et la société se vérifie aussi bien à travers cette opposition déclarée, cette dissidence, que dans le rejet des institutions actuelles (les Algériens utilisent les mots « ils », « s'hab », et jamais ils ne s'identifient par le « nous ») et le refus du parti FLN.

La société civile dans son ensemble aspire donc au changement. C'est d'elle, de sa capacité à se défendre et à s'organiser, que viendra le salut. Le

d'apparaître davantage comme une tentative visant à désamorcer l'opposition de la société à l'Etat. Tout porte à croire que ce brusque revirement ressemble beaucoup plus à une trêve dictée par la situation. Ces réformes décidées, somme toute très timides, apparaissent dans une certaine mesure comme une stratégie visant à user la résistance populaire, d'abord par la répression brutale et ensuite psychologiquement par la propagande et le mélange de politique d'ouverture et d'entreprise de démoralisation. De même que, par ces mesures, il espère attirer vers lui une partie de la population souhaitant la paix sociale et la tranquillité (la hantise d'une autre vague de répression est très présente). Peut-on encore croire à la bonne foi de nos dirigeants, eux qui ont montré leurs propres limites en matière de dialogue social en organisant le massacre de nombreux jeunes, des arrestations et des tortures en série ? Doit-on miser sur la raison du prince pour une évolution dans le sens de la démocratisation ?

Le refus du multipartisme

Des concessions majeures sont peu probables car cela signifierait pour la nomenclature se renier et accepter sa propre défaite. On ne doit pas non plus placer trop d'espoir dans les dirigeants « modérés » (un raisonnement que l'on entend auprès des partisans de la carte Chadli), ni succomber à l'argument massue qu'il fait ménager les responsables actuels, car les suivants risquent d'être pires (du style : il vaut mieux Chadli que les orthodoxes du parti ou les boumédiénistes, etc. Ou bien : Chadli, c'est le moindre mal...). A ce niveau, il ne s'agit pas d'une question d'hommes, mais d'un système. Tant que les institutions actuelles ne sont pas repensées dans le sens d'une véritable démocratie avec son corollaire indispensable, le pluralisme politique, toutes les réformes préconisées ne seront que de pure forme et qu'un simple ravalement de façade. Pour l'heure, la toute puissance du parti unique n'est pas remise en cause. Il restera le front ouvert à tous les courants et toutes les sensibilités, mais il n'est pas question de multipartisme, combien même le rejet du parti unique était l'une des principales causes des émeutes. Les limogeages de Cherif Messaâdia et Lakehal-Ayat s'inscrivent dans une opération de nettoyage mais prennent aussi l'allure d'une opération visant à récupérer une certaine légitimité après la terrible tragédie d'octobre. Parti et sécurité, cette purge hautement

symbolique ne règle pourtant rien sur le fond.

Le référendum du 3 novembre répond au même besoin de légitimité. En organisant ce référendum, le président Chadli a cherché à se refaire une virginité après avoir ordonné à l'armée de tirer sur les jeunes. Par cette consultation populaire, Chadli Bendjedid a organisé un vote plébiscite car, pour les réformes préconisées, le référendum n'était pas nécessaire. En effet, l'article 192 de la Constitution permet de procéder à de tels changements sans recourir à la pratique référendaire. Cette utilisation politique limite la portée des réformes préconisées.

De même que donner plus de pouvoir au Parlement (objet de la réforme introduite et qui rend désormais le gouvernement responsable devant le Parlement) n'apporte aucun changement significatif, la question essentielle étant la représentativité réelle du Parlement. Par ailleurs, la nomination de Kasdi Merbah (ex-ministre de la Santé) au poste de Premier ministre confirme le choix des orientations qui apparaissent comme des « réformes dans l'immobilisme ». Si Kasdi Merbah passe pour un bon gestionnaire (après sa réussite en tant que ministre de l'Agriculture), il a aussi été pendant dix sept ans le patron de la sinistre Sécurité militaire. Le choix d'une telle personnalité suscite quelques interrogations et montre les limites de l'ouverture politique prônée par Chadli.

En fait, les véritables changements sont à rechercher du côté de la société civile avec le foisonnement des associations, des comités qui s'organisent de façon indépendante et qui sont autant de signes de la volonté des Algériens à se prendre eux même en charge.

Alger, le 6 novembre 1988
Saïd ARILES



Paru dans le Monde.

Cette situation aboutira à une profonde dépolitisation et à un certain moment à une véritable démission de la société civile.

Le réveil de la société civile

Les conditions d'existence devenant insupportables et l'exaspération portée à son comble, la société finit par sortir de sa longue hibernation et tente aujourd'hui de se débarrasser du corset imposé depuis près de vingt-sept ans.

Ce processus s'est engagé avec le Printemps berbère en 1980, où furent portées, pour la première fois sur la place publique, non seulement des revendications culturelles, mais aussi des revendications politiques comme la liberté d'opinion et la démocratie. La Ligue algérienne des droits de l'homme qui sera créée peu après posera à son tour l'exigence démocratique et le respect des libertés. Les révoltes d'Oran de Constantine, les multiples grèves ouvrières et

bouillonnement que connaît le pays montre que la volonté existe. Ouvriers, étudiants, médecins, journalistes s'organisent et mettent en place des structures indépendantes et s'insurgent contre les organisations officielles, considérées comme figées et non représentatives. Cette recherche de l'autonomie des secteurs de la vie sociale jusqu'ici soumis à l'hégémonie du parti est un premier pas vers la conquête des libertés civiles et l'instauration de la démocratie. C'est dans cette voie qu'il faut persévérer et non dans l'attente d'un hypothétique changement venant d'en haut.

Des réformes en trompe-l'œil

Il y a en effet peu d'espoir dans l'évolution positive du régime actuel. A cet égard, les réformes proposées ne doivent pas faire illusion. Après le violent discours du 19 septembre et la répression sanglante d'octobre, l'ouverture politique prônée par le président Chadli risque

La douleur devant la mort d'un des leurs a provoqué des réflexes de témérité dignes de l'épopée de la guerre de libération nationale. En effet, bravant l'interdiction des parents, des enfants très jeunes ont participé à toutes les manifestations. Au moment des plus violents affrontements, les femmes se sont mises de la partie en les encourageant par des « you-you » retentissants et en envoyant des bouteilles de vinaigre afin de les protéger contre les gaz lacrymogènes. Résultat : il y a pénurie de vinaigre en Algérie !

ALGERIE, LE TEMPS DU REFERENDUM

Le danger du faux légalisme dans les dictatures

Il est un phénomène persistant dans l'histoire de dictatures, celui de vouloir à tout prix à un moment de leur existence, en général lorsque le mal est fait, recourir à l'élaboration d'institutions, ou mieux encore à la réforme de celles-ci, qui leur donnerait enfin la respectabilité.

Cela aurait paru, en d'autres temps et d'autres lieux, salubre que le peuple puisse s'exprimer massivement et que son sentiment lui soit demandé sur une question fondamentale dont dépendra son destin futur. Cependant, il est tout de même paradoxal que celui qui a sans cesse bafoué les plus élémentaires principes de la culture humaine puisse ressentir au crépuscule de ses jours (politiques) le besoin de justifier son action, alors qu'il n'a cessé de répéter que celle-ci était, à l'évidence, la plus juste. Cela est une constance dans l'histoire des totalitarismes dont il convient d'en décrire certaines caractéristiques dominantes.

Ce mot magique de référendum fait effectivement rêver car il est l'expression la plus parfaite de la démocratie. Alors se met-on naïvement à imaginer un monde où subitement les dictatures se transformeraient de leur propre initiative en démocratie. Le rêve risque de se transformer en cauchemar, si l'on ne prend pas garde de déjouer ce piège et de discerner toutes les subtilités de cet instrument, lorsqu'il est manié par des mains douteuses.

Le risque est en fait celui de légitimer définitivement les textes imposés par la terreur dont les plus fidèles gardiens furent le parti unique et la Sécurité militaire. Les terribles agissements répressifs de ces deux organismes suffisent à eux seuls à démontrer la mystification antérieure.

Doter les pires régimes totalitaires des plus beaux habits constitutionnels a été en effet, dans l'histoire lointaine et récente, une technique dont les despotes auraient eu tort de se priver tant cela fait recette. Si le proverbe affirme que l'habit ne fait pas le moine, en la matière qui nous préoccupe, il est partiellement faux pour un dictateur de s'en référer.

Voter oui ou non n'a en fait qu'une portée très limitée. Qui pourrait reprocher à une Constitution d'être l'alibi d'une dictature alors même que cet accusateur se précipite pour faire valoir l'une des plus grandes libertés et vertus de la démocratie, le vote. Encore faudrait-il, il est vrai, que le jeu en vaille la peine lorsque le dictateur éclairé par un moment de raison, en fait de folie pour ce type de personnage, met son départ comme

enjeu de l'élection. Ce qui n'est nullement le cas dans le pays incriminé par cet article.

La grande consultation populaire est le coup le plus ancestral et astucieux de la dictature. Mussolini et Hitler en ont souvent usé et l'on pourrait citer nombre d'autres éminents « démocrates » qui, à travers les siècles, se sont nourris de la crédulité et ont apposé sur leur

providentiel des régimes les plus fous de l'histoire, et particulièrement celui de l'Algérie.

Cela n'est sans doute pas nouveau et tous les régimes totalitaires ont abusé de cette précieuse collaboration qu'est le gouffre culturel dans lequel sont plongés « leurs sujets ». Le référendum qui est proposé est l'une des dispositions de cette Bible pour esprits simples, la Charte nationale.

ment une telle âme, tant ils ont joué avec les instruments démocratiques. A force de manipuler des constitutions, des référendums, des lois et autres concepts de ce type, on peut effectivement penser qu'ils y croient vraiment.

Lorsque le système est bien bouclé, l'âge y aidant, ces despotes croient fermement au soutien et à l'amour d'un peuple. Le quadrillage de la vie publique par

plus valables. Cela devient encore plus évident lorsque le terme venu, le tenant de ce pouvoir arrache, soit par la force, soit par la crédulité d'un peuple, la signature pour le report indéfini de cette délégation. Il est évident que la nullité de celle-ci se conçoit aisément.

L'instauration par la force d'institutions à la sauce démocratique de *perestroïka* locale et la signature usurpée d'un mandat de représentation indéfinie pour certains personnages douteux, dont le seul langage est la force répressive, rendent de ce fait nul tout recours aux instruments démocratiques.

Le référendum est le comble du ridicule car il est proposé par ceux-là même qui ont usurpé cette légitimité. Si l'on prête souvent aux dictateurs un esprit de paranoïa, il convient d'y rajouter ces dernières années celui de l'amnésie subite.

Que peut-on en effet espérer, sinon un règlement de compte interne. Car, soyons sérieux, un référendum ne peut être valable que s'il est prévu et contrôlé par des institutions que le peuple aura choisies par lui-même. Dans le cas contraire, le dictateur se réserverait le droit divin de désigner les responsables de cette usurpation et la foule en délire, hurlant au lynchage, acclamerait son sauveur. Nous repartirons pour vingt-cinq ans supplémentaires de mascarade ou, et c'est là le terrible danger, vers des statistiques dans lesquelles cinq cents morts seraient l'unité de mesure.

Le légalisme institutionnel dirigé par les despotes est la plus redoutable des armes contre laquelle les personnes de bon sens devront lutter si l'esprit de tolérance, d'intelligence et d'analyse veut un jour avoir enfin sa place. La monstrueuse machine a été touchée par les émeutes, sérieusement sans doute, mais s'est aussitôt relevée avec la plus grande des ruses. Si l'intellectuel ne reprend pas aussitôt le relais de ce combat par les seuls antidotes, la réflexion et la vigilance, cela est peine perdue. Les centaines de morts auront été, hélas, une aubaine pour légitimer à jamais ces structures et ces hommes.

C'est là le paradoxe et l'inférieure spirale meurtrière, répression/réforme, des dictatures.

Boumediene SID-LAKHDAR



Vote au consulat de Nanterre.

Constitution une signature de sang.

Cette crédulité aura été préparée en Algérie de longue date par un extraordinaire illusion collective et une sous-formation massive du peuple. La soudaine violence de la révolte justifie l'emploi précipité de l'arme suprême de la supercherie, le légalisme institutionnel des dictatures dans tout sa splendeur, le référendum.

Le terrain de la grande illusion

Il est souvent fait une grave confusion entre l'existence de réformes constitutionnelles dans une dictature et l'espoir de démocratie. La relation entre les deux notions est bien lointaine et le naïf restera le seul à y croire. Hélas, la crédulité est le propre des peuples soumis depuis longtemps à l'ignorance. A l'évidence, celle-ci aura été l'allié

Ces régimes y ont mis tous les moyens pour détourner ce flot humain à leur avantage et faire de cet extraordinaire robot à la dimension de tout un peuple son propre oppresseur en lui permettant de se régénérer par lui-même et maintenir des centaines de milliers de personnes dans ce gouffre.

L'inculte forme l'inculte et une armée s'élève, forte de sa conviction, et que rien n'arrêtera dans son inexorable « hystérie collective ». La vigilance des plus éclairés est alors la seule défense, même si ces derniers ne possèdent que très peu de moyens de l'exprimer.

La légitimité usurpée

Le besoin de légitimité de ces régimes ne se concrétise donc pas seulement par le recours à la force, même si celle-ci en est le ferment essentiel. Rares sont les despotes qui se sentent réelle-

une série de mesures institutionnelles finit par faire définitivement mordre à l'ameçon et le légalisme devient le second souffle des dictatures.

A l'évidence, la légitimité populaire d'une gouvernement ne doit être entachée d'aucun soupçon. Elle peut prendre plusieurs formes possibles et émaner d'une lutte révolutionnaire armée. Lorsque tout un peuple se rallie autour d'un commandement armé pour un soulèvement, il en concrétise naturellement la légitimité.

Cependant, cette délégation par le peuple est provisoire car, dès lors que cessent les hostilités, la raison d'être de cette délégation cesse d'exister. Et, tout à fait logiquement, la nation doit reprendre sa liberté d'action pour établir elle-même les nouvelles règles d'attribution du pouvoir. Or, l'Algérie vit depuis un quart de siècle sous la domination d'une délégation de pouvoir dont les textes fixés ne sont

Plus d'une centaine de policiers ont trouvé la mort pendant les affrontements. Ils ont été victimes, pour un certain nombre d'entre eux, des agressions de civils lâchant, à partir des balcons des immeubles, des pots de fleurs, des bouteilles de Butagaz et autres objets contondants. D'autres ont été enlevés, certains jetés à la mer. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'Intérieur a ordonné aux policiers, dès le troisième jour des émeutes, de ne porter que des tenues civiles.

Libre Algérie — Hocine Ait Ahmed, que vous inspirent les événements que vient de vivre l'Algérie ?

Hocine Ait Ahmed — Je voudrais dire un mot sur la répression. On parle beaucoup du terrorisme international, du terrorisme individuel : nous sommes la confrontés au véritable terrorisme d'Etat, c'est-à-dire à une répression d'un caractère sauvage, destinée à faire peur, à terroriser. Je n'aurais jamais imaginé que l'armée algérienne tire sur les Algériens. Souvent, nous nous sommes posés, entre amis et même en réunion, entre responsables politiques, la question de savoir si l'armée en cas de manifestations ou de débordements oserait tirer. On s'est posé la question au lendemain notamment des manifestations de Stéf et de Constantine, et aussi après le Printemps kabyle. Nous en avions conclu qu'il y aurait peut-être des soldats qui obéiraient à leurs chefs et qui tireraient mais, si les manifestations persistaient, nous étions persuadés qu'ils retourneraient leurs armes contre leurs chefs et que ce que l'on appelle la logique de la hiérarchie ne résisterait pas à la fraternité qui s'est construite pendant la révolution.

Eh bien, j'ai été véritablement consterné de voir que l'on a tiré à la mitrailleuse sur des enfants et que l'on a torturé. Et que tout cela s'est fait d'une manière délicate, gratuite, pour faire mal. Je ne vous parlerai pas de la villa Susini et de la honte d'avoir repris les mêmes lieux ; cela n'a pas été le seul endroit, l'armée a emmené des jeunes vers deux camps : l'un situé à Tamentout, l'autre au Club des Pins. Je crois que l'une des questions que nous devons nous poser maintenant, c'est comment a-t-on pu en arriver à une telle sauvagerie ? Est-ce le fait qu'il y ait des gens qui vivent à un niveau de luxe qui dépasse les Rockefeller ? Est-ce cette débauche de nourriture pour certains alors que la majorité de la population ne trouve rien à se mettre sous la dent ?

De telles différences de niveau de vie constituent une sauvagerie surtout lorsque l'on se souvient de l'esprit égalitariste qui a régné pendant la révolution et qui faisait que les prisonniers algériens se partageaient un bonbon. Sauvagerie, aussi, dans les relations sociales, chez cette nomenclatura qui bénéficie de privilèges énormes, sauvagerie chez ces officiers et ces notables qui pratiquent l'apartheid et qui privent le plus clair des richesses publiques en se les appropriant. Dans ce contexte, pour protéger leurs privilèges, il n'y avait pas d'autre solution que d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire de faire tirer sur leurs frères.

Une autre réflexion qui me vient à l'esprit à propos de cette violence étatique, c'est ce que disait Hannah Arendt au sujet de Buchenwald qui s'est mis en place dès 1933, lorsque le régime nazi a confisqué aux juifs leur citoyenneté. Il y a toujours un commencement, et cela pour dire que les responsables ne sont pas ceux qui ont tiré, ce sont aussi les potentats de la plume,

tous ceux qui ont préparé et profité du monopole économique et social.

A propos du référendum, je pense que les Algériens ne se sont pas passionnés pour le référendum avec le sentiment de devoir participer au renforcement du pouvoir du Parlement. J'ai eu l'occasion de dire aux téléspectateurs, en Suisse, que je ne voyais pas Solidarnosc et le peuple polonais se réjouir et militer pour renforcer les pouvoirs de la Diète. Face à Jaruzelski, ce qui importe c'est le mode de représentation du Parlement, c'est la liberté syndicale, pour les travailleurs et le peuple polonais d'avoir les mouvements politiques de leur choix. Les Algériens savent aussi que la démocratie c'est la représentativité du Parlement. Or le Parlement actuel a été inexistant pendant les événements, et toute l'Algérie le sait.

De même le parti, de même le gouvernement qui veut aujourd'hui renforcer le pouvoir du Parlement ! S'est-il soucieux de son existence pour proclamer l'état de siège et en définir les modalités pratiques ? Etait-il nécessaire d'organiser ce référendum pour modifier une Constitution qui pouvait l'être par le Parlement ? Pourquoi ne pas avoir fait voter le peuple par exemple sur l'interdiction de la torture, sur l'indépendance de la magistrature avec tout ce que cela comporte dans un Etat de droit ?

Ce gouvernement se préoccupe tout à coup des droits de l'homme mais alors, dans ce cas, comment peut-il justifier la reconnaissance d'une Ligue des droits de l'homme au détriment de l'autre qui a le mérite d'exister ? Je crois que les hommes au pouvoir mettent les pieds dans quelque chose qu'ils ne maîtrisent pas tout à fait et qu'ils s'exposent précisément à devoir rendre des comptes au peuple algérien. C'est pour cela qu'ils préfèrent charcuter une Constitution, en faire un habit d'Arlequin plutôt que de redonner au peuple sa souveraineté et lui permettre d'élire une Assemblée nationale constituante.

Il vient de se produire un traumatisme et on répond par un référendum. Il ne peut pas exister de geste de confiance à l'égard de Chadli parce que il y a eu des morts et que les criminels n'ont pas été dénoncés ni traduits en justice, comme les tortionnaires d'ailleurs. Alors je pense qu'on ne peut pas dire du résultat de ce référendum qu'il constitue un chèque en blanc, mais que les gens ont été tellement secoués par ce malheur qu'ils veulent bien entrevoir dans n'importe quel geste du pouvoir une possibilité de sortir du système du parti unique, parce que c'est de cela qu'il s'agit.

Le peuple algérien veut en finir avec le régime qui s'est instauré depuis 1962. Et des centaines d'Algériennes et d'Algériens ne sont pas morts pour que le chef de l'Etat procède à son profit à une simple rééquilibrage des appareils, à un changement de personnes.

HOCINE AIT AHMED A "LIBRE ALGERIE" COMMENT A-T-ON PU EN ARRIVER LA ?

"Je n'aurais jamais pensé que l'armée tirerait sur des Algériens."

Libre Algérie — Comment peut-on envisager aujourd'hui une élection libre démocratique et pluraliste quand il n'y a pas en Algérie d'autres forces politiques organisées que celle du pouvoir ? Pensez-vous qu'autour de tous ces comités qui sont en train de naître, chez les médecins, les étudiants, les journalistes et curieusement pas chez les travailleurs, puisse exister une expérience durable de pratique démocratique ?

Hocine Ait Ahmed — C'est évident que l'on ne peut pas passer brutalement d'une dictature, telle que nous la connaissons, à un régime démocratique, à moins d'en avoir la farouche volonté politique. Je veux dire par-là que le peuple algérien qui souffre des mésaventures de la dictature peut difficilement traduire ses aspirations, précisément parce qu'il y a eu la « trahison des clercs » et que l'intelligensia n'a pas joué son rôle. Il est donc évident que l'essentiel réside dans cette volonté politique qui est le contraire de la volonté de structurer les aspirations populaires, de dire sans cesse : il faut ceci au peuple, il faut cela au peuple. Autrement dit, il faut, sur la base de l'expérience qui s'est révélée désastreuse, exclure les plate-forme octroyées, les réformes octroyées, les lois cadres octroyées. Il faut aller à l'écoute de ce peuple pour lui permettre véritablement de s'exprimer et de s'organiser dans toute sa spontanéité et inciter les couches sociales qui ne sont pas organisées à le faire. Je pense aux travailleurs, déjà structurés, soit par les comités du FLN, soit par le P.A.G.S. Il faut véritablement créer un choc psychologique qui leur permette de se sentir libres de s'organiser.

De même, il faut inciter les femmes à s'organiser aussi librement et à l'échelle nationale. Tout ce que je peux dire, tout ce que je peux conseiller, c'est que les travailleurs, les femmes, les jeunes puissent véritablement saisir leur destin avec leurs propres structures, en dehors de tous les notables de la révolution. C'est la jeunesse, qui d'ailleurs constitue la majorité des Algériens, qui doit véritablement être l'artisan de son histoire.

Je pense que, pour rendre le pouvoir à la société algérienne, un gouvernement d'unité nationale devrait se constituer. Il permettrait d'instaurer des débats qui encourageraient un processus progressif et pacifique d'organisation sociale à l'échelle nationale. C'est ce que je n'ai cessé de dire, par exemple, aux deux Ligues des droits de

l'homme, lorsque l'on m'a demandé d'encourager la fusion. J'ai répondu que je n'étais pas pour encourager les fusions à l'esbrouffe, entre états-majors. A quoi bon construire des comités qui, comme ceux de l'UGTA, ne sont que des gadgets auprès des organisations internationales ? Ce qui est important, c'est d'impulser les débats les plus ouverts et que l'idée des droits de l'homme imprègne la société algérienne. Donc, d'organiser, les deux Ligues, à l'échelle nationale, d'expliquer sans cesse ce qu'est la bataille pour les droits de l'homme, de distribuer la Déclaration universelle. Aujourd'hui, comme hier, on assène des slogans à une population qui est dépolitisée ; cela ne rime à rien. Il faut un travail d'information et de formation. C'est un préalable. Une fois cela fait, organiser le débat sur une ou deux Ligues et que la fusion se fasse dans la clarté et que les gens en soient véritablement partie prenante à tous les niveaux. Ce qui compte, pour le moment, c'est qu'il n'y ait pas de semblant d'organisation.

Pour moi, c'est ça la révolution. On peut relancer la révolution algérienne de manière pacifique en engageant un débat qui arrache la société à sa passivité, à ses pesanteurs historiques ; et, si on veut véritablement rénover la société, l'arracher au conservatisme, cela se fera avec ces associations. C'est très important, j'attache beaucoup d'importance à ce mouvement, autant qu'à mon parti. Un parti est un moyen, ce n'est pas une fin. La fin, c'est le bonheur de la société.

Participation du FFS à une manifestation contre les massacres en Algérie (Paris, le 15 octobre 1988).



"Un gouvernement d'unité nationale"

Libre Algérie — Il y a eu quelques changements dans l'équipe dirigeante. Messaâdia et un certain nombre de personnes ont été limogés. Le parti a disparu pendant les événements. Comment analysez-vous ce qui peut se passer, dans un avenir proche, du côté des clans et le rôle de l'armée, surtout ?

Hocine Ait Ahmed — A propos de Messaâdia, tout le monde aujourd'hui crie « haro sur le baudet », mais la question que l'on oublie de se poser, c'est comment un personnage si plein de défauts a-t-il pu faire la loi en Algérie ? C'est la preuve que le système du parti unique permet la promotion de tous les aventuriers. Il faut tout de même dire que le parti n'est pas l'essentiel du pouvoir, chez nous comme ailleurs ; il est souvent un appendice, voire une coquille vide, une espèce de fiction, un burnous de chasteté qui permet à d'autres forces de régenter le pays en toute liberté. Chez nous, en tout cas, l'armée et la police politique sont les véritables maîtres du pouvoir. La preuve, les cinq congrès successifs du FLN ont effectivement été dominés par l'armée et la police politique d'une manière tout à fait flagrante, non seulement par la représentation officielle, les membres de ces deux institutions y étaient majoritairement représentés, mais en plus par tous ceux qui, parmi les cadres de la nation (ou dits de la nation), appartiennent, d'une manière clandestine, à la police politique ou à l'armée.

On a donc tort de se focaliser sur le parti uniquement et d'oublier que le parti n'a aucune autonomie vis-à-vis de ceux qui dirigent l'armée et la police. La démocratisation ne pourra se faire que si l'armée retrouve ses attributions normales, c'est-à-dire à la défense nationale, et qu'elle rentre dans les casernes. On dit en plaisantant que la guerre était une chose trop grave pour la confier à des militaires ; comment confier à ces mêmes militaires le développement d'un pays, sans aboutir aux situations apocalyptiques que nous venons de connaître ?

"Le peuple algérien, par sa détermination, a arraché l'indépendance."

Libre Algérie — Le Premier ministre vient d'être désigné ; il s'agit de Merbah, qui est un homme pas vraiment modéré mais qui a été bien perçu par les paysans grâce à la réforme agraire. Comment interprétez-vous cette nomination ?

Hocine Ait Ahmed — Vous savez, on parlait beaucoup de lui dans certains cercles politiques. J'étais un peu au courant de cette éventualité, mais elle paraissait peu crédible. J'ai été étonné que Chadli fasse appel à lui, parce qu'au préalable on avait parlé de Benyelles, qui était le chef de la marine, puis on a dit que Benyelles s'était rendu coupable d'avoir conseillé à Chadli de démissionner pendant les événements.

Je pense qu'il avait quelques chances d'être désigné car c'est un homme qui sécurise l'armée et qui semble pondéré. Je ne fais pas son apologie, je ne le connais pas personnellement, mais enfin c'est pour dire que l'on a parlé de Merbah dernièrement seulement.

Merbah n'est pas un inconnu, il était chef de la Sécurité militaire de 1962 à 1980. C'est dire qu'il est à l'origine de tout ce système. Comment, après avoir élaboré, consolidé, la défense de ce système pendant dix-huit ans pourrait-il maintenant concevoir sa destruction, comment pourrait-il se ranger du côté du peuple algérien ? Je le souhaite, mais n'y crois guère ! Il a été l'artisan du parti unique parce que le parti unique était la meilleure manière de permettre à son pouvoir de s'exercer pleinement. Mais je pense quand même qu'il n'y a pas de fatalité à ce qu'il continue à faire aujourd'hui, ce qu'il a fait hier à la tête de la SM.

J'en veux pour preuve l'expérience tunisienne. Ben Ali est issu des Servi-

ces, or il est assez intelligent pour se rendre compte que le monde évolue vers la démocratisation et que, même dans les pays du tiers monde, après les échecs successifs de la décolonisation, il se produit un certain ressaisissement. Les superpuissances elles-mêmes renoncent à cette sorte de manipulation systématique des gouvernements des pays du tiers monde et qui en faisait des dictatures.

Pour en revenir à Merbah, après son passage à l'agriculture, on a parlé de son bon travail, on a dit qu'il avait augmenté la production, qu'il avait fait une politique de crédit intéressante au profit des petits fellahs. On a dit aussi qu'il avait mené une politique de coopération très approfondie avec les Américains et que, fasciné par les

modes de production et d'appropriation de la terre aux USA (ou il a effectué plusieurs voyages), il a exercé une grande influence sur Chadli dans le sens de la libéralisation économique (il a d'ailleurs été à l'origine du voyage présidentiel aux USA). Donc, est-ce que Merbah va être le partisan sans nuance de la libéralisation économique et, en même temps, adversaire de la libération politique ? C'est la grande question.

Adversaire de la démocratisation parce qu'il a été chef de la SM, partisan de la libéralisation parce qu'il a été à l'agriculture. De toute façon, une libéralisation économique qui se ferait au profit des privilégiés ne pourrait que renforcer le mécontentement et remorquer la pompe de la violence.

"Les émigrés s'étaient détachés d'un pouvoir et pensaient s'être détachés d'un pays."

Libre Algérie — En France, la communauté algérienne s'est mobilisée très majoritairement et sans équivoque aux côtés des manifestants du pays. Ce fut tout de même une surprise, alors que les revendications d'intégration à la société française ne laissaient pas supposer un tel intérêt pour la politique algérienne. La deuxième surprise fut le comportement du gouvernement français et des directions politiques, aussi bien à droite qu'à gauche. Quel est votre sentiment sur la manière dont a réagi la société française ?

Hocine Ait Ahmed — Effectivement, l'émigration a réagi d'une manière très forte aux événements douloureux qui se sont produits en Algérie. J'ai été moi-même ému par l'émotion de l'émigration. On s'était détaché d'un pouvoir et on pensait s'être détaché d'un pays, puis soudain on se rend compte que c'est le pouvoir qui a provoqué le désenchantement de l'émigration. L'émigration est souvent vécue par le régime comme un vecteur d'invasion culturelle, comme un véhicule dangereux des notions démocratiques, et c'est ainsi que s'est développé, faute de politisation, un sentiment de frustration.

Les Algériens sont jaloux des médicaments que l'émigration peut trouver à volonté en France et que, eux, ne trouvent pas ; ils sentent envieux des nombreux journaux, de la multitude des chaînes de télévision, d'une vie normale en quelque sorte. Plutôt que de permettre le développement d'une conscience de classe, le pouvoir a encouragé ces instincts de vengeance sociale, ce qui est malsain et ne peut que dégénérer en violence. L'émigration avait donc quelques raisons de se sentir mise en accusation par le régime, et pourtant cela n'a pas atténué la réaction profonde des émigrés à ce qui s'est passé dans leur pays.

Ils ont réagi d'une manière non seulement affective, mais politique et intelligente ; ils se sont organisés et je pense que, maintenant, l'intérêt et l'action

des émigrés va se poursuivre et qu'ainsi ils continueront à jouer le rôle de complémentarité qu'ils ont toujours joué dans l'histoire de l'Algérie, sinon un rôle d'avant-garde dans le mouvement de libération social.

Par rapport au gouvernement, oui, ce que l'on peut constater, c'est la faiblesse des réactions au regard de la violence de la répression. J'ai été frappé, comme beaucoup d'autres, par cette différence de comportement de la classe politique française face à la répression en Tchécoslovaquie ou en Pologne devant la terreur exercée par l'armée algérienne. J'ai été vraiment consterné par cette langue de caoutchouc qui a prévalu dans les instances dirigeantes françaises. Par contre, j'ai remarqué moi-même dans la rue qu'il existe vraiment des liens profonds entre le peuple algérien et le peuple français, mis à part une minorité vraiment très faible de racistes, et cela m'a conforté.

Je considère que le gouvernement français n'a pas saisi l'occasion d'apporter son soutien au peuple algérien dans un des moments les plus difficiles de son histoire, alors qu'il pouvait le faire sans avoir à relâcher sa coopération avec l'Etat algérien. En quoi le peuple algérien n'est-il pas digne de la même solidarité, de la même attention, que le peuple polonais ou sud-africain ? C'est ce qui m'a le plus frappé et, ça, les Algériens ne pourront pas l'oublier.



Y A-T-IL EU COMLOT ? et lequel ?

Beaucoup d'observateurs s'interrogent encore à propos de la tuerie qui s'est déroulée au début du mois d'octobre et se demandent comment le pouvoir a-t-il pu s'affoler à ce point alors qu'il avait donné jusque-là, et pendant un quart de siècle, l'impression de contrôler parfaitement la situation. Certains expliquent ce « dérapage » par les divisions du régime, miné de l'intérieur, et l'existence d'un complot de déstabilisation avant l'ouverture des travaux du 6^e Congrès du FLN, normalement fixée pour le 13 décembre, et avancée depuis au 27 novembre.

Tout Alger était au courant que des manifestations se préparaient pour le 5 octobre. Plus de dix jours auparavant, des tracts circulaient pour appeler à la mobilisation. Le 4, le correspondant du *Monde* à Alger, Frédéric Fritscher, signalait des mouvements inhabituels de voyageurs aux portes de la capitale.

Y-a-t-il un lien entre ce tract et ses rassemblements ? Sans doute. Nombreux sont ceux qui attribuent cet appel à l'aile « pagsiste » (communiste) de l'UGTA, en collaboration avec les durs de l'armée (boumédienistes) et les caciques du parti unique (orthodoxes), gênés par les innovations économiques et politiques de Chadli.

Ce clan, bien qu'hétérogène, avait construit toute sa stratégie, dans le cadre du 6^e Congrès, autour de l'affaire du Sahara occidental. Remettre en cause l'accord entre l'Algérie et le Maroc équivalait à mettre en difficulté l'équipe de la présidence et, partant, redéfinir l'orientation générale de la politique du chef de l'Etat et de son ministre de l'Intérieur, Elhadi

Khediri, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Algérie.

Le premier homme visé dans l'entourage de Chadli est donc Khediri, et cela à cause de la très grande surface politique qu'il occupe, en tant que ministre de l'Intérieur, mais aussi dans un domaine qui, théoriquement, ne relève pas de sa compétence : la politique étrangère. Considéré comme l'« homme des réformes » au sein du régime, Khediri représente la cible privilégiée des clans conservateurs, malgré les liens d'amitié solides qui le lient à Messaâdia.

Il s'agissait donc, pour le déconsidérer, tout d'abord de lui laisser la responsabilité de l'intervention de la police contre les manifestants et, ensuite, de le désigner comme le responsable de la répression. Ce qui avait le grand avantage d'affaiblir son clan car l'image de l'Algérie à l'étranger en serait ternie.

Il eût été paradoxal que le ministre de l'Intérieur ne soit pas mis au courant par ses services de ces grossières manœuvres. Le fameux tract d'appel à manifestation avait circulé quasi ouvertement et les conversations de

couloirs entre les différents protagonistes avaient été suffisamment sonores pour que Khediri ordonne à la police de ne pas intervenir. C'est donc tout à fait consciemment que les forces de police laissèrent se développer les émeutes le 5 octobre.

Ce que personne n'avait prévu, et cela montre à quel point le pouvoir est loin des préoccupations de la population et de la jeunesse en particulier, c'est la détermination et la colère d'un peuple privé de liberté et frustré de la vie.

Cette armée, qui intervient avec la brutalité que l'on sait, est un corps si divisé qu'une occasion lui est offerte de refaire son unité en lançant une opération de sauvegarde du régime. On peut penser qu'elle y a réussi, mais à quel prix et pour combien de temps ?

Tout indique aujourd'hui, au regard des évictions de Mohamed Cherif Messaâdia et du général Mejdoub Lakaha-Ayat, mais aussi de l'élimination de la commission préparatoire du 6^e Congrès du FLN, de Khediri, du général Larbi Belkheir (chef de cabinet de Chadli), de Mouloud Hamrouche (se-

crétaire général de la présidence de la République), que c'est le commandement militaire qui tient les rênes du pouvoir. En l'occurrence, le général major Khaled Nezzar ; et Chadli, que l'on présente comme le vainqueur de la féroce lutte de clans qui s'est exacerbée avant et pendant les événements tragiques d'octobre, pourrait n'être, en fait, que l'otage du commandement militaire.

Khaled Nezzar n'a jamais caché son peu d'enthousiasme à voir Chadli se présenter à un troisième mandat présidentiel, à moins qu'un compromis ne soit déjà intervenu. Pour l'heure, Khaled Nezzar crie à qui veut l'entendre qu'il a été piégé car il on lui a fait endosser le tablier du « boucher d'Alger ».

Son seul succès est l'éviction du général Attaïlia, chef de la première région du commandement militaire et des opérations de répression. Craint pour son caractère impulsif et primaire, ce dernier a été prié de se tenir à l'écart lors des émeutes. Les troupes sont d'ailleurs venues de Skikda et Bechar. Celles d'Alger n'ont pas été utilisées. Le général Attaïlia, qui a sans doute

participé à la conjuration, ne devrait pas tarder à être relevé de ses fonctions, ne serait-ce que parce que son protecteur politique, Messaâdia, n'est plus là pour le défendre. A suivre de près le sort qui sera réservé à Belhouchet.

Quels que soient les résultats du référendum, rien n'est encore joué au sein de l'équipe dirigeante et un retournement spectaculaire de la situation peut encore intervenir à tout moment.

La nomination de Kasdi Merbah, meilleur jockey que pouvaient sortir pour l'instant Chadli et le commandement militaire, confirme que le chef de l'Etat, renforcé par le référendum, veut apparaître au-dessus des clans en donnant l'impression de renvoyer dos à dos les deux principaux protagonistes (éclairés et durs). Mais il n'a pas encore gagné définitivement.

Ironie de l'histoire, Merbah revient au moment où il apparaît plus faible que jamais. Une décennie après qu'il ait intronisé Chadli contre Yahiaoui Bouteflika, le chef de l'Etat lui « renvoie l'ascenseur ».

Saïd LAMARI

La « révolte d'octobre » de la jeunesse, réprimée dans le sang, a remis à l'ordre du jour la nécessaire

démocratisation de la société algérienne et la fin du monopole du parti unique. Le soulèvement des jeunes, tout en révélant la vraie nature du pouvoir, a opéré une véritable « révolution des esprits » en permettant à la société civile de sortir de la clandestinité. Cet éveil des consciences se traduit par des tentatives d'organisation autonome (journalistes, étudiants, avocats) qui appellent des changements inévitables.

La révolte de la jeunesse : LES "CAVES" SE REBIFFENT !

Il n'y a pas assez de mots pour dénoncer le cynisme, la dégénérescence et la folie meurtrière du pouvoir algérien qui n'a pas hésité à faire appel à ses instincts les plus bas pour réprimer sauvagement une jeunesse qui n'a eu que le tort de revendiquer sa place dans la société en s'élevant contre les injustices d'un système qui l'a marginalisée, ignorée, compromettant largement son avenir.

Incapables de séduire par leur idéologie et leur politique ou par les mirages d'un avenir meilleur, incapables de satisfaire les besoins matériels, culturels et sociaux les plus élémentaires, les dirigeants algériens ont poursuivi une logique du refus et de l'obstination — malgré les nombreux coups de semonce de ces dernières années —, allant jusqu'à recourir à la violence et à la terreur étatiques, n'hésitant pas à utiliser des chars et des mitraillettes face à des adolescents. Car, enfin, que faisaient ces jeunes, sinon exprimer un ras-le-bol devant la dé-

rive d'une politique du pire dont ils sont les premières victimes ?

« La masse des jeunes sans emploi promis à la civilisation du rebus est entrée en lice. Elle n'avait plus le choix face à la perspective d'une mort sociale certaine », dira Mohamed Harbi.

Sur une population de vingt-quatre millions d'habitants, près de 75 % ont moins de vingt-quatre ans. Le taux d'expansion démographique progresse en outre régulièrement et dépasse la croissance économique. L'Algérie est un pays jeune et c'est cette jeunesse qui subit la première les effets de la faillite économique et politique du régime.

Ils sont des milliers à arriver chaque année sur le marché du travail après une scolarité ratée, avant même la fin du cycle d'études primaires, pour un grand nombre d'entre eux, victimes de la faillite du système éducatif. Les centres de formation, d'un nombre insuffisant et, de surcroît, inadaptés, accueillent

très peu d'élèves et sont bien loin de répondre aux attentes des jeunes. Face à la déperdition scolaire et aux insuffisances des structures de formation professionnelle, sans qualification, les jeunes ne peuvent prétendre à un emploi et se retrouvent ainsi jetés à la rue. Près de 80 % des chômeurs ont moins de vingt-quatre ans, ce sont des jeunes de cet âge-là qui ont fait le gros des manifestations du mois d'octobre. Exclue de l'école, sans fonction, sans emploi, ils sont réduits à vivre d'expédients, et nombreux sont ceux qui se font *trabandos* pour survivre en attendant un hypothétique travail qui changerait leur condition. Sinon il ne reste à ces *zoufris* qu'à pratiquer la *haïtite* (tenir les murs) dans les cités et les quartiers misérables des grandes villes *. Très souvent, en l'absence de repères culturels précis et faute d'activités possibles (emploi ou loisirs), sans idéal, les jeunes poussés par leur condition deviennent plus perméables et réceptifs aux discours

religieux qui stigmatisent le luxe et la corruption et prônent un certain égalitarisme. Si l'islam représente pour de nombreux jeunes une valeur refuge, il constitue, tout de même, une solution de dernier recours. La menace intégriste, mise en avant par une certaine presse et relayée par le pouvoir algérien, nous paraît cependant disproportionnée par rapport à son influence réelle. Mais le risque existe et l'influence de ce courant religieux peut s'accroître si le régime persiste à maintenir les inégalités et l'injustice et s'il continue d'appliquer sa politique répressive.

Par ailleurs, la frustration est d'autant plus grande que, face au désarroi de la jeunesse, la nomenclature « verouille tout, se pavane de façon ostentatoire » et vit comme une caste de féodaux jouissant de privilèges exorbitants, de passe-droits et de corruption. Le fait que les manifestants aient choisi pour cible les édifices publics (wilaya, sièges du parti, Riadh el Feth) et

CES CHAHUTEURS QUE L'ON ASSASSINE

Lettre ouverte à Ali-Ammar

Vous avez déclaré, à propos des événements dramatiques qui se déroulent dans notre pays : « C'est un chahut de gamins qui a dégénéré. Ce mouvement est sans lendemain et sans aucune conséquence. » A ce jour, cinq cents personnes sont mortes, abattues par les forces qui sont censées représenter l'ordre, votre ordre.

Votre déclaration m'a profondément choqué et représente une honte pour le monde des hommes. Vos propos sont dignes des dictateurs les plus cyniques et ont le mérite d'abattre certains masques. Permettez-moi de vous dire, tout d'abord, que vous ne représentez que vous-même et les intérêts de vos acolytes pour embrigader notre communauté immigrée. Vous êtes donc la couverture légale de la seule Sécurité militaire algérienne et aucun mandat ne vous a été confié par la communauté algérienne en France. Comme en Algérie, vous détenez votre pouvoir de droit divin et une fois de plus vos insanités colportent la haine, le mépris, l'intolérance



La nomination de Ali Ammar : une provocation.

et la bêtise. A la justice, vous avez préféré l'ordre. Et ce qui vous reste de juste est fait de lois qui ne respectent pas nos droits. Ici comme là-bas, dans notre pays, nous n'avez que mépris pour les citoyens algériens. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu entre l'Etat (et le pouvoir) que vous représentez le lien qui existe entre le corps et la tête. Aujourd'hui, entre l'Etat et les citoyens, il y a un fossé rempli du sang de ces enfants que les vôtres ont assassiné pour avoir le courage de leur désespoir.

Cette tête que vous représentez est faite de trafiquants d'Histoire, de martyrs, de sang et de sueur et de... devises. Le corps, ce peuple immense et multiple, ce corps mutilé à la vie figée comme un cadavre dont aucun cheveu ne bouge. La rupture est vraiment consommée. Plus jamais rien ne sera comme avant. Vous avez voulu les citoyens amnésiques et serviles, vous avez une jeunesse vivante et décidée. Vous avez donné la troupe pour tirer sur ces porteurs d'espoir, sur ces gavroches des barricades. C'est un crime.

Restent vos verbiages, vos insanités, vos insultes, vos mensonges, votre presse indigne et misérable pour justifier ces tueries sauvages. Vous avez bafoué notre peuple, vous l'avez trompé et, sous la botte de vos troupes planquées à Ghardimaou et à Oujda, vous aviez déjà écrasé nos rêves d'enfants d'Algérie libre. De ces rêves de liberté, de droit, il ne reste que des années d'amertume, d'absence de droit, une interminable parenthèse pour l'honnêteté, la morale, le sens civique et la citoyenneté. Les cadavres des beni-oui-oui et des collabos ont ressuscité et président aux destinées de notre pays. Par naïveté, nous avons gaspillé notre enthousiasme pendant que vous armiez vos chars pour massacrer les rares maquisards encore valides. Au prix d'une guerre civile, de meurtres, de tortures, vous avez eu votre ordre que vous continuez à maintenir avec le FM. Des hommes se sont levés pour crier, protester, dire, avertir, contester. Ils ont fini dans les secrets des cachots, la profondeur de la folie ou en exil.

Ces hommes ont appelé à la paix, à la constitution d'une démocratie pour sortir notre pays des affres du sous-développement, le printemps berbère a revendiqué les libertés démocratiques, sa langue, Constantine a payé sa révolte contre la délinquance de l'Etat, la corruption.

Comme une ronce s'arme d'épines pour défendre son inutilité, vous avez bâti des armées de menteurs, de démagogues, un Etat policier, paranoïaque. Vous avez levé des bataillon de mouchards dont vous avez doublé chaque compatriote. La mé-

moire et la langue de nos vieux lions des montagnes est devenue la risée des hyènes et des clébards de la nomenklatura. Et vous avez préféré à l'algériennité une arabité mythique et démagogique. Vous avez livré l'Algérie aux copains, aux canailles, aux clans et aux médiocres. Vous asservissez au lieu de servir.

Vous avez voulu vider ce peuple de toute conscience pour n'en faire qu'un tube digestif. Vous n'avez réussi ni l'un ni l'autre. Le peuple se souvient de vos privilèges, de vos mensonges, de vos vols et le peuple de surcroît a faim. Votre projet politique, c'est comme ces boîtes de conserve que l'on achète au Souk el Fellah sans savoir ce qu'il y a dedans de peur d'en manquer. Vous êtes hostiles à la vérité, à l'esprit, à la liberté, à l'art, à la créativité, à l'amour. Vous préférez les slogans aux poèmes, la loi martiale à la liberté, le chant militaire à celui de l'ancêtre. A l'occasion, le même islam réformiste et conservateur, jadis tolérant de la présence coloniale, vous sert aujourd'hui de couverture idéologique.

Pour féconder la terre, il faut la travailler, pour gouverner un peuple il faut le respecter et l'aimer. Cessez vos fanfaronnades et vos ronronnements : votre discours vit dans la seule nostalgie de la seule victoire (que le peuple a payée de son sang) acquise à la libération, victoire à laquelle vous avez très peu ou pas du tout participé. D'un coup vous avez effacé cent trente années de luttes et de sacrifices, de douleurs, de souffrances, de larmes, vous avez gâché la révolution qu'un peuple ne fait qu'une fois tous les mille ans. Il est bien vrai que tout cela vous importe peu dès l'instant que vos poches se remplissent plus rapidement que le voisin et le moteur de votre bagnole est plus rutilant que celui de votre collègue. Vous avez effacé l'espoir, tari les sources de vie, bafoué la veuve et le fils de Chahid, préféré vos comptes en banque aux comptes de la nation, confondu dignité et

Pendant les premiers jours des émeutes, les manifestants ne se sont pas seulement attaqués aux symboles de l'Etat et du parti, mais aux personnages qui les incarnent. Ainsi, le ministre de la Justice, monsieur Abdelhah Brerhi, surpris dans son ministère, a été obligé d'appeler les pompiers pour sauver sa peau. Déguisé en pompier, il est passé inaperçu.

Mais les manifestants se sont consolés en emportant le siège du ministre dans leur quartier d'El Aguiba-Haut Belcourt, et en intronisant ministre quiconque le demandait... et pouvait payer cinq dinars les cinq minutes.

prestige, caviar et semoule. Vous vous êtes placés au dessus des bilans d'activité et des lois.

La rue s'est gonflée de la colère de la foule bafouée. Devant vos chars, les rires des enfants se sont figés, les kalachnikovs ont suspendu les you-you et la mort a frappé un demi-millier de fois. Tout cela pour rétablir un ordre qui n'appartient qu'à vous, l'ordre d'une Algérie de la démesure, de l'injustice, de l'intolérance, l'Algérie de papa. Pour nous rassurer, vous nous dites qu'un référendum sera organisé pour savoir si nous sommes d'accord pour que vous fassiez des réformes. Quelle ironie ! Cinq cents morts, des youyou, direz-vous, monsieur Ali Ammar. Cinq cent morts pour arriver au référendum que vous organisez sous la seule responsabilité et surveillance du parti unique. Quel mépris ! Quel dédain ! Quelle honte ! Ce que nous voulons, ce n'est pas que vous vous amélioriez ou que vous vous échappiez ; ce que nous voulons, c'est que vous partiez. Partez ! Nous ne voulons pas que vous vous amendiez. Nous voulons nos libertés, toutes nos libertés, sans exception. Avec elles, la semoule et la joie viendront !

Mouhend-Arab DAHMANI

Au troisième jour des affrontements, les manifestants ont pris d'assaut les galeries El Arawiq et les souks El Fellah. Ils ont trouvé et distribué aux passants tout ce qu'il y avait dans les réserves, notamment du beurre, des chaussures et des vidéo-cassettes.

Rappelons que la première denrée est introuvable depuis des mois et que la troisième ne s'obtient qu'à l'aide d'un très gros pistolet.

certains privés (appartenant aux barons et proches du régime) démontre que, à l'encontre de ce qui a été hâtivement avancé ici ou là, il ne s'agit pas uniquement d'une « révolte de la semoule ».

Si des difficultés économiques, les incessantes pénuries, les queues interminables devant les magasins devenaient de plus en plus insupportables et ont pu servir de détonateur, elles s'ajoutent à grand nombre de facteurs qui ont favorisé l'explosion : le chômage, le vide culturel, l'absence de liberté, une société sans avenir pour sa jeunesse et, en face, l'arrogance des nantis et des privilégiés du régime.

Cette situation est devenue d'autant plus intolérable que le discours du pouvoir se heurtait à une réalité qui montrait parfois de manière indécente le fossé qui sépare les enfants de la nomenklatura, la tchi-tchi qui s'éclate et évolue dans le luxe, et les zoufris ou les bouhis qui rongent leur misère dans les quartiers périphériques de Bab el

Oued, Badjarah, Belcourt, d'où est partie la révolte.

Au lieu de répondre aux provocations de la jeunesse en améliorant leurs conditions d'existence (travail, logement, loisirs), en ouvrant des espaces de liberté et en les considérant comme de véritables partenaires sociaux, le pouvoir, fidèle à ses habitudes, a utilisé des artifices en essayant de noyer leurs aspirations dans les flots de musique raï et l'organisation de spectacles grandioses de stars du show-business. Par ce soulèvement, les jeunes ont donc non seulement exprimé un ras-le-bol, mais ont aussi manifesté leur refus de l'emprise totalitaire et paralysante de l'Etat-parti. Les multiples turpitudes, les inégalités, les nombreux scandales de la nomenklatura sont venus leur rappeler que les voleurs, les profiteurs que l'on fustige continuellement sont ceux-là mêmes qui gouvernent et que, par conséquent, c'est le système qu'il faut changer. Tous les jeunes qui ont pu

s'exprimer ont demandé la fin du parti unique et la démocratie. Comme l'a affirmé maître Ali Yahya, président de la LADH : « L'avant-garde de notre pays a posé un problème politique. (...) Ils [les jeunes] se sont révoltés contre le régime qui n'a pas voulu les intégrer comme acteurs de la vie sociale, mais comme de simples mineurs. (...) Ce qui aujourd'hui est arrivé à l'échéance, c'est bien la démocratie de la société. »

Le peuple algérien a retrouvé sa dignité à travers sa jeunesse. Il se réveille ainsi d'une longue hibernation car une « révolution des esprits » s'est opérée. La multiplication des associations en marge du parti et de l'Etat (collectifs d'avocats, de médecins, d'étudiants, de journalistes) montre l'irrésistible ascension de la société civile et l'ardent désir de démocratie.

Walid BELAID

* Libre Algérie n°15.

Dessin paru dans le Monde.



“Les intellectuels ne sont pas des gens qui sont, en soi, porteurs de vérité.”

(interview de Denis Berger, ancien porteur de valises)

Libre Algérie — Denis Berger, que vous inspirent les événements tragiques que vient de connaître l'Algérie ?

Denis Berger — Fondamentalement, l'horreur d'un régime qui ne trouve de moyens pour résoudre ses contradictions que d'assassiner des centaines de manifestants et de jeunes, horreur d'autant plus grande pour moi, comme pour beaucoup de militants, que ce régime est né de la révolution algérienne que nous avons soutenue. La seule chose que je puis souhaiter est que ce mouvement profond qui a fait bouger la société algérienne et qui a été confisqué, stoppé, va reprendre maintenant. De pareilles méthodes ne peuvent être employées que par un régime d'exploitation.

On nous a expliqué très longuement, dans la presse française, qu'il y avait à l'intérieur de la classe dirigeante des divergences, des contradictions, des manœuvres entre clans; je n'en doute pas, et c'est un facteur qu'il faut prendre en considération, mais, fondamentalement, ils sont tous collectivement responsables de la mort de ces centaines de manifestants. Il y a une coupure entre eux et le peuple, et c'est ça qui est absolument abominable.

L. A. — Y-a-t-il, pour vous, une logique entre le meurtre sélectif, tel que celui d'Ali Mecili, et la boucherie de ces dernières semaines en Algérie ?

D. B. — Pour moi, la liaison est absolument évidente, malgré les manœuvres du gouvernement

algérien et la complaisance du gouvernement français; il est tout à fait clair que Ali Mecili a été assassiné sur les ordres de services spéciaux algériens. La vérité est déjà apparue, mais elle deviendra publique tôt ou tard et nous ferons tout pour cela. Ali Mecili a été assassiné parce qu'il était l'homme et le militant qu'il était, à cause du rôle qu'il jouait pour soutenir les oppositions et toutes les forces démocratiques en Algérie, c'était un gêneur pour le pouvoir. Ali Mecili a été la première victime de ces grands massacres qui viennent de faire des centaines de morts; c'est un même combat, un combat entre une classe exploiteuse, oppresseuse, et la majorité du peuple algérien.

L. A. — Le mythe de l'Algérie progressiste, anti-impérialiste, n'est-il pas en train de connaître ses derniers soubresauts dans l'opinion publique internationale ?

D. B. — Le problème est complexe. Dans une certaine mesure, oui, et l'idée que l'Algérie de 1988 est encore la même que celle de 1954 ou 1962 est en train de mourir, et je ne m'en réjouis pas. Par conséquent, tant que l'Algérie n'aura pas connu des transformations fondamentales, tant que n'auront pas été vengés les martyrs de ces dernières semaines, ce pays ne pourra plus jouer le rôle qu'il a joué à certaines époques et qu'il pouvait et devait continuer à jouer, le rôle d'une force progressiste, capable d'aider les différentes luttes dans le monde. Dans une

certaine mesure, quand le gouvernement algérien massacre sa jeunesse, massacre les gens qui descendent dans la rue, on peut dire que c'est un coup porté à la lutte de tous les peuples, et je pense en particulier à la lutte du peuple palestinien. Malheureusement, l'Algérie d'aujourd'hui, telle qu'elle est dirigée, telle qu'elle est gouvernée, est un pays qui ne peut plus passer pour un pays progressiste. La question devient compliquée avec l'attitude des gouvernements. L'exemple le plus frappant pour nous est celui du gouvernement français et de sa « nécessaire », voire de son extrême prudence, non pas pour des raisons de modération ou d'humanisme, mais uniquement pour des raisons d'Etat. Ils ont, comme d'autres, très peur que ce mouvement qui se développe en Algérie gagne tout le Maghreb et aboutisse à des « désordres » qui mettent en péril la stabilité de cette région et gêne la domination impérialiste. Les gouvernants continuent donc, envers et contre tout, à soutenir un régime qui se comporte comme un régime de massacreurs. C'est comme cela que se règlent les questions internationales, notamment de la part du gouvernement français; c'est un problème pour nous, Français, que nous chercherons à régler.

L. A. — Quelle est votre opinion sur la réaction des intellectuels et des pouvoirs publics français ?

D. B. — La réaction des pouvoirs publics, je viens d'en parler; on

peut rajouter que la manière d'agir du gouvernement socialiste vis-à-vis de l'Algérie s'applique en fait à l'Afrique tout entière. C'est une politique on ne peut plus conventionnelle, on ne peut plus traditionnelle, une politique de force, et les déclarations de Michel Rocard selon lesquelles il ne fallait pas aller trop loin, qu'il fallait savoir se taire, sont en fait des déclarations de *real politique* au sens le plus vulgaire du terme. Je constate que le PCF a eu, toutes proportions gardées, à peu près la même attitude, c'est-à-dire de ne pas critiquer un régime qui a lutté pour son indépendance. C'est, à mon avis, une conception totalement fautive de l'attitude que l'on doit avoir avec ces pays qui ont été opprimés. Il faut les aider inconditionnellement quand ils luttent pour leur libération. Ce fut le cas de 1954 à 1962 pour ceux d'entre nous qui ont aidé le FLN et à travers lui tout le peuple algérien qui supportait l'immense effort de lutte pour la libération nationale. Aujourd'hui, il faut savoir de quel côté est le peuple et de quel côté sont ses exploiters. Cela semble un raisonnement très simple, mais pourtant fondamental que les socialistes comme les communistes ou une bonne partie des tenants de la gauche traditionnelle, pour des raisons diverses et sur lesquelles il serait trop long de s'étendre ici, oublient trop souvent.

Autre chose est le comportement des intellectuels, dont on a beaucoup parlé. Je ferai deux remarques à ce propos: la pre-

mière, c'est qu'il y a eu, malgré tout, un certain nombre de prises de position courageuses, je pense au manifeste des anciens signataires des 121, au texte qui a circulé puis a été développé dont les conclusions sont sans équivoque, signé par Mohamed Harbi et bien d'autres militants français et algériens; il y a eu des prises de position qui, bien que tardives, ont été positives. Cela dit, cela reste un mouvement assez minoritaire. Mais, comme l'écrivait Jean Louis Hurst dans *Libération*, entre 1954 et 1962 nous étions encore plus minoritaires et cela s'explique assez facilement par le fait que les intellectuels français ne sont, pas plus que les intellectuels de n'importe quel pays, des gens qui sont en soi porteurs de vérité. Ils sont fondamentalement marqués par les conditions de la société française dans laquelle ils vivent, c'est-à-dire le poids du colonialisme, que je viens d'évoquer à propos de l'attitude du gouvernement socialiste, et le poids de toutes les mauvaises traditions du mouvement ouvrier qui s'incarnent, en particulier, dans la politique du Parti communiste français. Un poids très difficile à soulever qui nous impose à nous, militants français, une bataille pour des prises de position et une politique sans ambiguïté, dont les conséquences se feront sentir au niveau de la solidarité internationale et plus précisément au niveau de la solidarité entre les Français et les Algériens, indépendamment des appareils et des gouvernements.

Paris, le 25 octobre 1988

SILENCE... ON TUE

Le gouvernement algérien envoie son armée pour réprimer à la mitrailleuse un « chahut de gamins », selon la sinistre expression du président de la très Amicale des Algériens en Europe; bilan: cinq cents morts au moins, des centaines de blessés, des milliers d'arrestations.

Que croyez-vous que fait le gouvernement, notre gouvernement? Il se tait, il minaude, il formule des vœux. Mais il ne condamne pas!

« Il arrive pour certaines situations, nous dit le Premier ministre, Michel Rocard, que le silence ait une signification bien plus lourde que des formes d'expression qui partiraient trop vite pour se donner bonne conscience et qui ne prendraient pas garde à toutes les souffrances en cause, et tout le dégât

que des mots dits trop vite, pour se mettre en ordre avec sa conscience, auraient aggravés. » (TF1, jeudi 13 octobre 1988)

Chadli doit être épouvanté par ce terrible silence à la signification si lourde de sens.

Mais alors, pourquoi monsieur Rocard et les autres socialistes ne se sont-ils pas imposés ce silence si terrible qui aurait fait trembler sans aucun doute Franco, Pinochet, Jaruzelsky, les colonels grecs, turcs, etc. ?

Pourquoi nous avoir tant de fois invités à crier notre haine aux oreilles des ambassadeurs de ces tyrans? Pour se donner bonne conscience, nous dit monsieur Rocard. Seulement pour cela?

Le Parti socialiste lui-même s'applique la leçon: après un

long silence, particulièrement significatif, un communiqué est tombé le 12 octobre (il faut bien prendre le temps de la réflexion!) pour « condamner la brutalité de la répression ».

Vous remarquerez qu'on ne condamne pas la répression, mais seulement la brutalité qui l'accompagne. Où sont les défilés d'antan, les discours enflammés sur les droits de l'homme et les libertés démocratiques?

Il fut un temps où monsieur Mitterrand disait: « Je crois en la conscience universelle. Qui-conque s'efforcera de la réveiller sera un jour entendu. (...) Certes, la France doit éviter de se comporter en donneuse de leçons; mais je suis sûr que le simple rappel, par sa voix, des principes sur lesquels on ne transige pas

ferait le tour de la planète. » Pour l'instant, ce qui fait le tour de la planète, ce sont les mouvements de contorsion de l'ensemble des socialistes qui essaient de ne pas voir la « montagne » de cadavres.

Monsieur Jean Daniel, qui a pourtant été si longtemps un adepte scrupuleux de la théorie du silence de Michel Rocard (à moins que ce ne soit l'inverse), a pris une position haute et digne qui mérite le respect. « Oui, écrit Jean Daniel, cela s'est passé en Algérie. C'est insupportable. Et c'est insupportable. L'horreur reste l'horreur, où qu'elle survienne et de quelque nom qu'on la baptise. Tous les arguments qu'on invoque pour relativiser, atténuer ou comprendre sont indécentes et, en définitive, suspects. Je dirai même que

plus l'on se proclame ami de l'Algérie, plus on doit s'imposer d'en dénoncer les écarts, en l'espèce monstrueux. Il y a du mépris, à la limite du racisme, à considérer qu'il y a des barbaries que certains peuvent se permettre. » (Le Nouvel Observateur du 14 octobre 1988)

Il faut rompre ce pacte honteux que la classe politique a signé avec le Diable et qui parie ouvertement sur la survie d'un régime qui massacre son peuple.

Certains parmi les Français sont encore enclins à penser que les cinq cents cadavres de gamins ne constituent qu'un dérapage. Ils oublient que c'est la nature même du régime qui suscite ces violences aveugles.

Le régime FLN est fondamentalement totalitaire: rien en

EN FRANCE AUSSI

les Algériens ont manifesté

Les manifestations de protestation contre la répression en Algérie se sont succédé dès que les sanglants événements ont été connus par les ressortissants de notre pays résidant en France.

Alors que l'Amicale n'a vu qu'une poignée d'« aigris » dans les diverses manifestations, les Algériens se sont massivement mobilisés contre la politique sanguinaire du régime Chadli.

Dans un communiqué publié le 12 octobre, la Coordination de solidarité avec le peuple algérien, créée à l'initiative de la communauté algérienne et regroupant des sensibilités individuelles et politiques différentes, « s'est déclarée déterminée à agir de manière unitaire pour dénoncer la répression et favoriser la solidarité en France avec le peuple algérien ».

Dans ce sens, la coordination a lancé un « appel à tous les hommes et les femmes épris de

justice et de liberté, à toutes les forces démocratiques de France pour condamner la répression et exprimer leur solidarité ».

Cet appel pour que s'exprime la plus large solidarité avec notre peuple a été entendu par des associations et des organisations politiques et syndicales.

En tête de la manifestation du 13 octobre, un représentant de la Coordination devait déclarer : « Nous appelons les organisations qui soutiennent la manifestation à respecter l'accord que nous avons signé ensemble. Aucune organisation politique ne peut récupérer le sang de notre peuple. Je vous demande, au nom de la Coordination, de rentrer les mots d'ordre et les banderoles qui dénatureraient cette manifestation. Nous sommes en France une communauté digne et responsable. »

Des slogans exprimant la colère et l'indignation de la communauté algérienne contre les massacres ont été lancés : « Libérez les prisonniers en Algérie ! » « Liberté en Algérie, démocratie en Algérie ! »

Une manifestante nous a déclaré, les larmes aux yeux : « Je n'ai aucune nouvelle de ma famille depuis le début des événements. J'ai essayé de téléphoner à mes parents mais les communications sont coupées. Non seulement Chadli massacre les jeunes et les travailleurs, mais il nous coupe de notre famille. »

Périodiquement, on entendait des « you-you » comme dans les manifestations en France, pendant la lutte de libération nationale.

L'angoisse se lisait sur tous les regards et des portraits de Chadli étaient brûlés, désignant ainsi la volonté des immigrés de voir le premier responsable de la répression.

Un ancien militant du FLN nous a déclaré : « Lorsque nous avons lutté contre le colonialisme français, pour que notre pays

retrouve sa souveraineté, nous ne pouvions pas nous imaginer que le pouvoir qui se revendique de la "légitimité" de la lutte de libération nationale puisse tirer contre le peuple. »

Pour un jeune Beur, l'« Amicale qui prétend nous défendre s'est définitivement discréditée. Pour l'Amicale, il est de bon ton de s'insurger contre les assassinats d'Algériens en France, mais les cinq cents morts du bled seraient une invention de l'impérialisme ! »

La manifestation du 13 octobre s'est arrêtée un moment à Charonne, lieu chargé d'histoire où l'immigration algérienne a payé de son sang pour arracher la libération du pays.

La manifestation du 15 octobre a également vu de nombreux Algériens et Algériennes descendre dans la rue pour réaffirmer leur indignation face à la gravité des événements.

C'est tout le voile de la mystification d'une « Algérie anti-impérialiste » qui s'est déchiré, et ce d'autant que la torture, la Question, pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Henri Alleg, a fait une sinistre réapparition, ce qui avait, pendant la lutte de libération nationale, motivé de nombreux intellectuels et démocrates français à s'insurger contre cette pratique médiévale.

C'est en référence au mouvement de libération nationale que les « 121 » ont condamné la

« répression sanglante que le gouvernement algérien oppose comme seule réponse à sa jeunesse qui manifeste ».

Comment en effet ne pas comprendre que le « Coup de fièvre de la jeunesse », pour reprendre le titre d'un article du Monde, n'ait pas trouvé un écho chez les jeunes Beurs qui, comme nous l'affirmait l'un d'entre eux, « ont un pied ici et l'autre là-bas ».

Revendiquant des droits élémentaires comme la liberté et la démocratie, les immigrés algériens — n'en déplaise à l'Amicale — ont su montrer leur attachement aux mêmes valeurs que la population de l'intérieur.

Mohammed LAKHAL

L'AMICALE JUGE LA REPRESSION

« Un chahut de gamin qui a mal tourné » ; tel est le jugement cynique que Ali Ammar, en qualité de président de l'Amicale, a porté au début des sanglants événements d'Octobre.

Un chahut qui se termine par... cinq cents morts. Cela friserait le ridicule si la situation n'était pas aussi dramatique. Dans une déclaration en date du 15 octobre, l'AEE se déchainait contre les « mensonges et les manipulations de l'opinion publique en France ». On ignore si l'Amicale elle-même figure dans le lot.

Il faut également s'indigner contre la tentative de se servir du problème des assassinats d'Algériens en France et de la répression dans les territoires occupés pour minimiser les morts d'Algérie.

Dans sa déclaration, l'AEE lance un singulier avertissement : « Ils sont mal inspirés,

tous ceux qui ont cru ou croient encore pouvoir dresser la communauté algérienne en France. Il ne suffit pas de sortir du placard des "historiques" [?] tombés du train de l'histoire ou braquer des caméras sur quelques analphabètes politiques et sur des anonymes, qui le redeviennent avec l'extinction des lumières, pour ébranler l'unité de la communauté et sa foi dans la capacité du peuple algérien à résoudre ses propres difficultés. »

Se servant de toutes les ressources — si l'on peut dire — de la démagogie et de l'amalgame, l'AEE se donne ainsi un rôle de procureur pour défendre un régime aux mains tachées de sang. Pendant que des milliers d'Algériennes et d'Algériens manifestent dans les rues de Paris et d'autres villes, l'AEE réussissait péniblement à réunir, selon leurs propres chiffres, mille quatre cents personnes (ils parlent

d'ailleurs de « militants » de la région parisienne) à la Bourse du travail.

Malgré le caractère très partisan de ce meeting, quelques voix se firent entendre dans l'assistance pour dénoncer ce qui s'était passé au pays.

Les organisateurs de la réunion se déchainèrent contre les médias. Il est vrai que, habitués à se ressourcer quotidiennement dans *El Moudjahid*, ils ont du mal à accepter une presse indépendante.

On apprend ainsi que, dans une interview d'Ali Ammar à *Actualité de l'émigration*, il y a « un dialogue permanent entre la direction et le peuple » et que l'Algérie est « victime de sa réussite ». On se frotte les yeux à entendre de tels propos. Le summum de l'aveuglement politique est atteint lorsque Ali Ammar, qui n'aime pas les chahuts de gamins (ceux qui ont tiré sur la foule sont peut être des soldats de plomb), met en doute ce qu'il appelle l'algérianité des Algériens qui se sont dressés contre la répression.

Nulle part dans les colonnes d'*Actualité de l'émigration* on ne voit la moindre parcelle de dénonciation des crimes perpétrés par le pouvoir algérien. La relation des faits est basée sur la dénonciation du « vandalisme ». On ne sait pas ce que pense l'AEE des propos de l'honorable (au sens parlementaire) Le Pen visant à « interdire toute manifestation de l'immigration algérienne contre la répression ». Ce qui est certain, c'est que l'Amicale des Algériens en Europe, qui prétend représenter la communauté algérienne, est apparue, une fois de plus, comme le chien de garde d'un pouvoir qui a fait couler le sang de la population.

Amonkal TIDJANIA

Au cours des événements dramatiques qui ont secoué l'Algérie, une présence permanente devant l'ambassade (vingt-quatre heures sur vingt-quatre), sous la forme d'un sit-in, a été organisée par un certain nombre d'associations de l'immigration algérienne. Les manifestants demandaient :

— la libération du millier de prisonniers détenus en Algérie ;

— l'arrêt des procédures expéditives de jugement (flagrant délit) qui ne garantissent pas les droits de la défense ;

— la restitution immédiate des corps des victimes aux familles.

Les organisateurs invitaient « toute personne de bonne volonté pour qui le mot liberté n'est pas un vain mot à venir les soutenir dans leur lutte ».

Algérie ne peut exister, s'il ne procède du FLN. Toutes les libertés démocratiques sont bafouées, les cultures méprisées ou, comme la culture berbère, pourchassées, brimées.

Les gouvernements français ont toujours su cela, mais ils ont toujours devancé les désirs du pouvoir FLN en se rendant complices de la politique antidémocratique de celui-ci. C'est ainsi que le gouvernement français a mis ses écoles à la disposition du pouvoir FLN pour organiser l'arabisation des jeunes issus de l'immigration, qui sont pourtant Berbères pour la plupart.

Le berbère est dans le même temps totalement ignoré des autorités françaises. Cela serait s'immiscer dans les affaires intérieures algériennes que de permet-

tre aux Berbères de l'immigration d'avoir une vie culturelle propre.

C'est ainsi que nos amis kurdes (ils le méritent bien) disposent d'un centre culturel à Paris, financé par la France, pour quelques milliers de personnes. Alors que nous, qui sommes des centaines de milliers, nous avons gagné tout juste le droit de nous taire.

C'est ainsi encore que, si le Berbère (dont le Kabyle est une variante) de longue date est reconnu comme langue facultative pouvant être présentée à l'oral du bac, les autres langues ont obtenu un enseignement de préparation, mais pas le Berbère. C'est une position pour le moins originale.

C'est ainsi, toujours, que les Polonais, les Russes, les Sud-Africains, les Chiliens et leurs

amis peuvent manifester devant l'ambassade de ces pays, mais que les Algériens en sont depuis toujours empêchés.

C'est ainsi, enfin, que l'on ne tolère pas que des Etats étrangers viennent régler leurs comptes sur le territoire français sauf, bien entendu, l'Algérie. Le pouvoir peut faire exécuter un avocat, de nationalité française, boulevard Saint-Michel, en toute tranquillité et, en prime, on lui restitue précipitamment celui qui est soupçonné d'avoir porté les coups mortels.

On pourrait continuer longtemps ainsi la démonstration. Disons simplement qu'il faut maintenant que les relations néo-colonialistes cessent entre la France et l'Algérie.

Si les liens privilégiés doivent conduire à cela, alors nous préférons que s'instaurent des relations normales (banalisées) sans privilège. Avec plus de sang-froid, de recul sur les choses et de respect des hommes.

Nous devons par notre action spécifique et autonome prendre toute notre place dans la société française. Nous voyons bien, à la lumière des terribles massacres qui viennent d'avoir lieu, qu'un gouvernement qui défend les droits de l'homme peut apporter son soutien à ce gouvernement de dictateurs. Notre vigilance, appuyée sur nos bulletins de vote, peut sensiblement faire changer les choses dans l'avenir.

Hand BAIRI

Président de la

Ligue des Berbères de France

LE MOUVEMENT CULTUREL BERBERE REPOND AU « MONDE »

Suite à l'article intitulé « La Kabylie n'a pas voulu engager une nouvelle épreuve de force avec le régime » (le Monde du 15 octobre 1988), nous, militants du Mouvement culturel berbère, tenons à apporter et à rendre publique la réponse suivante.

Traitant de la position de la Kabylie par rapport aux événements que notre pays a vécu au début du mois, monsieur Jacques de Barrin, journaliste auteur de l'article, écrit entre autres : « Pas question en effet pour les Kabyles, qui n'ont pas la mémoire courte, de prêter main forte à leurs frères arabes... » Citant un « vieil habitant de Tizi-Ouzou », monsieur Jacques de Barrin nous fait lire : « Quand un gouvernement arabe tient le pouvoir, il ne le lâche jamais (...).

Durant toute la durée des émeutes, Mohamed Cherif Messaâdia s'est terré. Il a fallu qu'un hélicoptère de l'armée vienne le chercher et le sauve de la rage des manifestants embusqués autour de sa maison. Un malheur n'arrivant jamais seul, quelques jours plus tard, alors qu'il s'appretait à monter dans l'avion à destination du Maroc, la nouvelle de sa destitution par Chadli lui parvient...

On a sorti les Turcs et les Français. On sortira aussi les Arabes ! »

Nous protestons énergiquement contre cette façon indigne et irresponsable de poser les problèmes en terme raciaux et régionalistes, voire séparatistes, tout comme nous protestons contre la publication qui est ainsi faite, à travers un journal comme le Monde, à des déclarations qui n'engagent que leurs auteurs.

Pourquoi le journaliste n'a-t-il pas consulté les documents connus et publics du Mouvement culturel berbère (déclarations des universités de Tizi-Ouzou et d'Alger depuis 1980, dossier de Yakouren, diverses revues d'information, d'analyses et de propositions...) pour s'informer des véritables revendications de ce mouvement ?

Pourquoi le journaliste ne s'est-il pas adressé à l'Université de Tizi-Ouzou, par exemple, afin d'y recueillir des prises de position plus représentatives et, par conséquent, plus crédibles, au lieu de donner la parole à un « vieil habitant de Tizi-Ouzou » qui s' imagine avoir « sorti les Turcs » ?

Dans le même article, monsieur Jacques de Barrin donne aussi la parole à Nouredine Aït-Hamouda, présenté comme « membre du Mouvement culturel berbère », qui déclare : « On est passé par cette étape de la violence en 1980. » Concernant la



grève générale des 10 et 11 octobre : « Nous avons montré que nous étions capables de mobiliser la population. » Et, enfin : « Le chef de l'Etat peut être soutenu par tous les Algériens qui aspirent à la démocratie. »

Ces déclarations appellent les questions et les remarques suivantes :

— Depuis quand Nourredine Aït-Hamouda fait-il partie du Mouvement culturel berbère ? Où se trouvait-il en 1980 ? Pourquoi se cache-t-il derrière ce pronom problématique : « Nous » ?

— L'appel écrit à la grève générale a été fait par l'assemblée générale de l'université de Tizi-Ouzou qui, devant une situation nationale explosive et dangereuse, a condamné la répression, exprimé sa solidarité,

avant de prendre une décision lucide et responsable. La population de la région a répondu à cet appel et à cet appel seul. Personne n'a le droit aujourd'hui de verser à son propre compte, à des fins de publicité, cette mobilisation de la population.

— Pourquoi, enfin, se prononce-t-il publiquement au nom d'un mouvement culturel composé de sensibilités différentes, sur les réformes politiques annoncées par le président de la République ? A-t-il été mandaté pour le faire ? Par qui ? Où ? Quand ? Comment ?

Nous nous élevons avec force contre ce comportement malhonnête, irresponsable, calculateur et politiquement très grave.

Notre pays vient de payer un lourd tribut dans son combat pour la démocratisation de la vie publique et la justice sociale. Des centaines de citoyens algériens sont morts, véritables martyrs de la démocratie : nous nous inclinons devant le sacrifice et devant leur mémoire. Dans ce combat, la Kabylie, qui, en plus de la question culturelle et linguistique, vit les mêmes problèmes que le reste du pays, a versé sa part de sang, y compris en octobre 1988 (Bejaïa, Bouïra, blessés par balles à Tizi-Ouzou et dans la région) ; elle a connu également d'importants dégâts matériels.

Nous n'accepterons jamais que des individus, quels qu'ils

soient, s'érigent arbitrairement en porte-parole du Mouvement culturel berbère et s'autoproclament comme représentants d'une région. La Kabylie n'est dans la poche de personne.

Nous appelons l'ensemble des citoyens à la plus grande vigilance pour que notre région reste fidèle à ses traditions et à ses engagements politiques dans le cadre national.

Notre combat restera toujours le même, quelle que soit l'issue des réformes politiques actuellement en cours dans notre pays :

- reconnaissance et prise en charge des langues populaires : tamaziyt et arabe algérien ;
- libertés démocratiques ;
- justice sociale ;
- droits de l'homme ;
- pour la démocratie en Algérie.

Tizi-Ouzou le 24 octobre 1988
Des militants
du Mouvement culturel berbère

L'ex-ministre de la Justice, Boualem Baki, très proche de la belle-famille de Chadli, n'a pas eu de chance : les émeutiers ont fait irruption chez lui. L'ex-ministre étant absent, les manifestants ont quelque peu molesté son fils et détruit tout le mobilier de la maison. Bien mal acquis ne profite pas toujours.

L'heure du changement

En Europe, on a l'habitude de voir les gens manifester pour exprimer diverses revendications. Quoi de plus naturel, pour un peuple et pour la jeunesse qui représente la force et la santé d'un pays, que de dire, dans cet espace qui est la rue, son sentiment d'injustice ou de colère.

La jeunesse algérienne a voulu exprimer librement son opinion. Malheureusement, en Algérie, il n'y a pas de place pour la liberté, il n'y a pas de place pour la jeunesse.

Depuis l'indépendance de l'Algérie, le monopole de la pensée est celui des forces dirigeantes qui se cachent derrière des étiquettes trompeuses : « Algérie démocratique et populaire ». Ces derniers jours, l'Algérie a montré son véritable visage au monde entier. Son visage a deux faces : d'un côté un peuple désabusé, trahi, qui ne peut plus contenir son trop-plein de mécontentement face à sa pauvreté toujours plus grande et, de l'autre, le gouvernement, autorité suprême qu'on ne peut en aucun cas contester et qui regarde cette masse comme des voyous qu'il faut corriger, usant aussi d'une sanglante répression.

Pourquoi ce sang ? Pourquoi ces morts ? N'y a-t-il pas d'autres moyens pour s'expliquer que de tirer dans la foule aveuglément ? Ne vaut-il pas mieux être à l'écoute de ce peuple, de cette jeunesse qui a besoin de justice, de travail, d'identité culturelle ?

Depuis vingt-six ans, il souffre de cette poignée qui corrompt le pays, qui reprend le mensonge et étale son opulence. Ce n'est pas par la terreur et la répression qu'on règle la misère du peuple.

Nous avons perdu un million cinq cent mille vies humaines pour l'indépendance de l'Algérie. Ce n'est pas pour voir nos enfants périr entre les mains de nos dirigeants qui utilisent les mêmes méthodes que les colonisateurs. Il est impossible de rester stoïque devant de tels agissements. Il est temps que notre société se réveille et affronte ses responsabilités. Le malaise dure depuis trop longtemps.

Les émeutes qui éclatent successivement depuis 1980 ne sont que le reflet de liberté que le peuple réclame à corps et à cris ces dernières années.

Espérons qu'il sera entendu cette fois-ci et que ce sera l'heure du changement.

Djouhra, groupe DJURDJURA

« ALGERIE ACTUALITE » Halte à la subversion !



Bougherara Zoubir est un « jeune homme » dont l'avantage est de n'avoir jamais été au pouvoir, ni d'ailleurs dans l'opposition ; un jeune homme aux pures intentions, aux mains propres et forcément objectif, avec de telles références, dans la tradition du Candide de Voltaire ou du bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau.

Ce brave huron, porte-parole de l'Algérie profonde, ne cache pas la

répulsion que lui inspire maître Ali Yahia Abdenour, et il le fait savoir dans une lettre ouverte publiée dans Algérie Actualité. Lettre acide et venimeuse écrite dans la langue déplorable qu'on enseigne dans les écoles de formation du parti unique.

Et pourquoi cette grosse colère ? Parce qu'Ali Yahia, devenu « chantre » des droits de l'homme, veut dissimuler aux Algériens qu'il a été ministre dans le gouvernement de Boumediene et qu'il est donc responsable de sa politique répressive.

Certes, Ali Yahia a eu tort d'exercer une fonction publique dans un régime issu du coup d'Etat, même si dans ce régime musclé le ministre des Transports qu'il était n'avait pas à s'occuper spécialement de la torture ! Mais Ali Yahia est vite parti ; il a réfléchi et a fondé la LADH. Et il a lourdement payé pour ce forfait !

Même pour un esprit chagrin, le présent et toute la vie militante d'Ali Yahia ont largement gommé l'erreur passée. Mais le minuscule Bougherara ne pardonne pas, et il accuse : « Votre silence, écrit notre charognard, à cette époque où vous

étiez un dictateur politique, restera une tache indélébile vous marquant à jamais du sceau infamant de tortionnaire. »

Diable ! Que dire alors des dirigeants du FLN et de la toute puissante armée qui détient la réalité du pouvoir en Algérie ? Et comment qualifier la presse algérienne et les médias, les dirigeants du PAPS et autres « progressistes » qui nous expliquaient que l'Algérie baignait en pleine « révolution socialiste » ?

Faut-il conclure que notre Algérie Actualité ait viré sa cuti et que, après avoir été la tribune du stalinisme en Algérie, elle cherche à devenir l'organe de l'anarchisme ? Car, si l'on prend au sérieux la lettre du Bougherara de service, c'est toute la classe dirigeante qu'il faut envoyer à Lambèse !

Et comme Algérie Actualité n'est ni subversive, ni démocrate, ni honnête, elle a fait rédiger par un lamentable plumitif un article violent contre Ali Yahia pour une raison que les apparatchiks et la nomenclatura redoutent par dessus tout : l'effondrement du parti unique.

Chibani MAKHLOUF

ILS ONT DIT...

◆ **HOCINE AIT AHMED** (« Fils de la Toussaint » et animateur du Front des forces socialistes)

« Je rends responsable le pouvoir algérien de n'avoir pas écouté et apprécié le dynamisme de la jeunesse de son pays, et d'avoir au contraire, au fil d'un quart de siècle, tout fait pour dépolitiser, infantiliser et démoraliser la jeunesse. (...) Je considère qu'il n'y a pas un seul exemple de parti unique dans le monde qui ait géré convenablement l'économie et le développement du pays et que seul l'essor d'un processus de démocratisation pourrait éviter que l'Algérie ne devienne l'homme malade de la Méditerranée occidentale. (...) »

« J'exprime le vœu qu'un gouvernement d'unité nationale soit formé, dont le but sera d'organiser des élections libres, c'est-à-dire fondées sur l'instauration des libertés publiques, en vue de l'élection d'une Assemblée constituante. »

Hocine Ait Ahmed



◆ **AHMED BEN BELLA** (ancien président de la République algérienne)

« Une cassure s'est faite en Algérie entre tout un peuple et une canaille de colonels et de militaires qui le dirige (...). Le discours de Chadli Bendjedid est arrivé trop tard et pour permettre quoi? D'éventuelles, d'hypothétiques réformes. Alors qu'il lâche ses sbires militaires et sa soldatesque qui tire même au canon. (...) Les chefs qui sont actuellement au pouvoir étaient la plupart du temps de l'autre bord, y compris le chef de l'Etat actuel qui était sous-officier dans l'armée française. »

Ahmed Ben Bella



◆ **TAHAR BEN JELLOUN** (écrivain marocain)

« Plus un régime manque de légitimité, plus le moindre "chahut" le fait réagir brutalement parce qu'il sait qu'il n'est pas installé sur des bases solides, avec des institutions incontestables. Un régime né de la violence d'un coup d'Etat n'a d'autres références pour imposer sa légitimité que la force. Toutes ses énergies sont employées pour préserver ce pouvoir qu'il a pris sans le consentement du peuple ou de ses représentants. (...) »

« La chance du Maghreb, c'est sa jeunesse. Il faut apprendre à l'écouter et, si elle descend dans la rue, c'est parce qu'elle n'a pas d'autres lieux pour s'exprimer et qu'elle n'a pas trouvé un autre moyen pour dire ses espérances et ses exigences. »



Kateb Yacine

◆ **KATEB YACINE** (écrivain algérien)

« C'est la peur des réformes qui nous semble être à l'origine du massacre. »

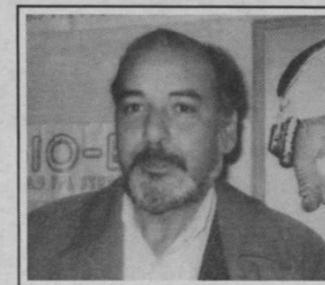
« Face à la crise économique, les Algériens plus que jamais ont besoin de s'unir. Ils ont besoin d'un front le plus large possible et ce front ne peut être que le FLN revenu à ses origines, à sa vraie nature qui est de rassembler toutes les forces de progrès, sans en exclure aucune. A ce propos, j'ai déjà dit et écrit ce que je pense : un Algérien conscient ne pourra jamais être contre le FLN à qui nous devons notre indépendance. (...) »

« Mais le FLN a été trahi, ce n'est plus qu'un parti unique. On l'appelle aujourd'hui, par criante contradiction, "le parti FLN". Bien sûr, les mandarins du parti unique refusent tout changement. Ils s'y opposent de toutes leurs forces, comme on vient de le voir. Pour ne pas les heurter, on peut imaginer dans une première étape que les tendances s'expriment dans des associations qui pourraient avoir leurs publications. »



◆ **MOHAMED HARBI** (historien)

« La représentation est terminée. On massacre de nouveau en Algérie, mais cette fois au nom du FLN (...). Cette formation a épuisé sa fonction créatrice (...). L'esquive des responsabilités du pouvoir dans la crise économique a réveillé l'esprit frondeur d'une opinion lassée du cynisme de ses gouvernants. La masse des jeunes sans emploi, promis à la civilisation du rebut, est entrée en lice. Elle n'avait pas le choix face à la perspective d'une mort sociale certaine. Comme après le 8 mai 1945, le long voyage des Algériens à la recherche de la liberté a repris son cours... »



Tahar Ben Jelloun

◆ **ABDELKADER DJAGHOUL** (ex-rédacteur en chef de Actualité de l'émigration, organe de l'Amicale des Algériens en Europe)

« Non, les morts d'octobre ne sont pas les victimes de simples

dérèglements, ni même d'un simple dysfonctionnement des institutions, mais d'un dérèglement du système social dans sa globalité qui a abouti à la terrible implosion de la jeunesse marginalisée des grandes villes (...). Désormais, l'identification de l'Etat-parti avec la société est caduque et son maintien ne pourrait entraîner qu'une dialectique suicidaire pour la nation algérienne, celle de l'implosion répressive (...). Seul l'exercice effectif des libertés fondamentales, dans le cadre d'une légalité repensée par l'ensemble du peuple algérien, pourra empêcher que les projets de réformes institutionnelles, certes nécessaires, ne débouchent sur un simple ravalement de façade. »

◆ **BURHAN GHALIOUN** (sociologue et écrivain syrien)

« Entre le soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël et le soulèvement de la jeunesse algérienne, il y a un fil qui n'a échappé à personne et certainement pas aux acteurs eux-mêmes (...). C'est surtout la réponse des autorités aux revendications d'un peuple profondément inquiet sur son avenir, fragilisé et insécurisé à l'extrême, qui impose cette association d'idées. Comment est-on arrivé à une telle situation où la politique se transforme en une simple domination extérieure, une occupation dont le seul fondement est l'usurpation des droits et la confiscation de la volonté populaire? »

Maxime Rodinson



◆ **MAXIME RODINSON** (historien)

« Ces événements sont une confirmation : il ne suffit pas qu'un régime se déclare socialiste et constitue en propriété d'Etat les biens de production pour que règne l'harmonie entre l'Etat et le peuple. Voilà hélas longtemps que nous savions le régime algérien autoritaire, pratiquant à l'intérieur une politique à bien des égards critiquable, avec une police dégueulasse, une vision stupide et réactionnaire des problèmes de sécurité. »

◆ **MICHEL JOBERT** (ancien ministre français des Affaires étrangères)

« Le pétrole et le gaz ne sauveront pas l'Algérie, mais un régime qui satisfasse les aspirations de liberté élémentaire des Algériens. »

◆ **JEAN LOUIS HURST** (fondateur du mouvement Jeune Résistance d'insoumission à la guerre d'Algérie)

« On s'étonne du silence des "porteurs de valises" devant la boucherie d'Alger. On les somme de parler. Je vous le demande : vers qui voulez vous que l'on crie? (...) Aboier avec les caniches pour constater que l'Algérie est devenue une dictature du tiers monde comme les autres? Nous ne le savons que trop (...). La jeunesse

algérienne s'est dressée contre de "nouveaux colons". C'est congénital. Peu de peuples ont gardé aussi viscéralement le sens de l'injustice, le mépris du mépris, cette exigence frondeuse de l'égalité entre les citoyens. »

◆ **CLAUDE ROY** (signataire du « Manifeste des 121 » en 1960)

« C'est un vieux verrou, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat étranger et ami. Il a fait bien de l'usage, mais il n'est hélas pas tout à fait rouillé. Pendant que l'armée algérienne tirait hardiment dans le tas, mitraillait sa jeunesse en colère, les caïmans communistes et cette catégorie de socialistes qui jouent les crocodiles, de peur d'être moins à gauche que les caïmans, s'en sont donné à cœur joie et à fond sans la non-ingérence-qui-veut-fermer-les-bouches... Les morts entassés dans les morgues d'Alger, c'est une affaire intérieure, ça ne les regarde pas... »

Miloud Brahimi



◆ **HUBERT VEDRINE** (porte-parole de l'Elysée)

« La France n'a pas à s'ingérer dans les problèmes entre Algériens. »

◆ **ANDRE LAJOINIE** (PCF)

« Je me garderais bien de donner des leçons (...). L'Algérie paye le tribut de décennies de domination coloniale française. »



◆ **FRANCOIS LEOTARD** (Parti républicain)

« Demande au gouvernement d'œuvrer pour l'apaisement de la situation en Algérie comme il l'a déjà fait en Tunisie et au Maroc. »

◆ **LA LIGUE TUNISIENNE DES DROITS DE L'HOMME**

« Exprime son inquiétude à la suite des violations des droits de l'homme, notamment l'arrestation de centaines de citoyens (...). Elle appelle à l'extension de l'espace démocratique, au respect du pluralisme et des droits de l'homme. »

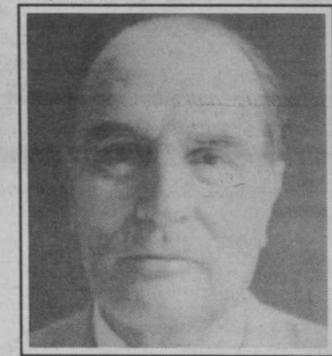
◆ **LA LIGUE FRANCAISE DES DROITS DE L'HOMME**

« Souhaite que la recherche d'une solution au problème algérien passe par des réformes destinées à donner la liberté d'expression à toutes les composantes du peuple algérien. »

◆ **FRANCOIS MITTERRAND** (président de la République française)

« La France se réjouit de l'approbation massive donnée par le peuple algérien aux propositions que vous lui avez soumises. Ce succès témoigne de la confiance placée dans votre action et dans votre personne en vue d'assurer l'avenir démocratique de l'Algérie. »

François Mitterrand



◆ **MILOUD BRAHIMI** (Ligue algérienne des droits de l'homme - officielle)

« La réforme constitutionnelle ouvre à un régime parlementaire, mais un régime parlementaire sans démocratie serait une absurdité. Il faut donc aller très vite vers une Assemblée nationale représentative issue d'élections libres. Le multipartisme est incontournable. Dès à présent, il faudrait que des hommes qui se sont séparés du FLN et qui ont choisi l'opposition avec dignité, je pense particulièrement à Aït Ahmed, puissent trouver immédiatement leur place au pays. »

Pendant vingt-sept jours, Nassera et Hasmina, deux jeunes Algériennes résidant en France, ont mené une grève de la faim devant l'ambassade d'Algérie à Paris, située rue de Lisbonne. Ces deux jeunes filles, hospitalisées depuis, réclamaient, avec leurs camarades de l'association Halte à la répression, des sauf-conduits pour participer à une commission d'enquête sur les émeutes qui ont ensanglanté l'Algérie au début du mois d'octobre.

Yasmina a déclaré vouloir rejoindre la Ligue algérienne des droits de l'homme, présidée par maître Ali Yahia, pour le travail qu'elle veut mener.

Le comité dont elle fait partie demande aux autorités algériennes de garantir leur retour en France une fois l'enquête terminée. Pour l'instant, les deux grévistes n'ont pas été satisfaites.

Le 12 novembre, Nassera a été hospitalisée et, quatre jours après, c'était au tour de sa camarade d'en faire autant.

REFERENDUM PUBLICITAIRE ET GOUVERNEMENT DE VERROUILLAGE

Tout est allé très vite. Dès la proclamation des résultats du référendum, le chef de l'Etat a désigné son Premier ministre, Kasdi Merbah. Bien que le pouvoir semble n'avoir pas compris la leçon, puisque le plébiscite est réédité, la nomination de Merbah, en revanche, constitue pour beaucoup d'observateurs une surprise.

Après avoir été pendant deux décennies l'homme fort du régime en tant que chef de la police politique (ex-Sécurité militaire), il a été rétrogradé à des postes ministériels et rendu à la vie civile. Dans la grande secousse qui a déchiré l'Algérie, Merbah a, selon des sources autorisées, joué auprès de Chadli un rôle important de conseiller. Il a préconisé d'aller jusqu'au bout dans la répression. Faire le contraire équivalait, selon lui, à mettre fin au régime.

Merbah passe, dans les milieux politiques officiels, comme un homme intègre et travailleur. Baron du boumédiénisme, il offre des gages sérieux à plusieurs secteurs de l'armée, à des commandants et des colonels formés comme lui à Moscou et

bien orientés idéologiquement. Le fait qu'il soit kabyle joue pour la première fois en sa faveur. Si Merbah arrive à renouveler la clientèle kabyle, en faisant quelques concessions, ce pourrait être un atout considérable pour son gouvernement, car la Kabylie reste, malgré tout, la région frondeuse par excellence depuis bien des années.

Profil du gouvernement

A part l'apparition de quelques technocrates, le gouvernement de Merbah ne diffère en rien de ses prédécesseurs. Les personnalités conservatrices y sont fort nombreuses et, à moins que ce cabinet ne soit que transitoire jusqu'après le 6^e Congrès du FLN, sa composition ne laisse pas présager d'une politique audacieuse de réformes, tant réclamée pourtant par les manifestants en octobre.

La surprise majeure est la dégringolade de Khediri, dont on avait pourtant présagé qu'il pourrait être désigné Premier ministre et qui se trouve « relégué » ministre des Transports. Deux personnes bénéficient d'avancement : Boualem Bessadieh, passé de l'Information aux Affaires étrangères, et Belkaïd, qui laisse l'Enseignement supérieur pour l'Intérieur. Le premier, ancien officier de la SM, formé à la base Didouche-Mourad (MALG), est un homme de confiance de Merbah. Le second, très proche de Larbi Belkheïr, est un ancien opposant au régime des années soixante, membre du Parti de la révolution socialiste (PRS) puis dirigeant du Front des forces socialistes (FFS). Il jouit d'une réputation d'homme sérieux et ouvert.

Pendant et après les événements, il a désigné une équipe d'universitaires pour travailler sur des projets de réforme institutionnelle, dans le cadre de la préparation du 6^e Congrès du FLN. Aura-t-il le charisme nécessaire pour contrôler la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et la détacher de l'influence de Khediri, sans pour autant l'abandonner à la domination de Merbah ? La nomination à ce poste d'un ancien officier de la SM, Zerhouni Yazid, après le 6^e Congrès du FLN, ne serait pas une surprise.

Globalement, ce gouvernement n'offre donc aucun gage d'ouverture ; au contraire, le verrouillage y est de mise et frise parfois la provocation, notamment dans la désignation de l'ancien président de l'Amicale des Algériens en Europe, Mohamed Ali-Amar, au poste de ministre de l'Information et de la Culture.

Les tâches urgentes du gouvernement

La première tâche de Merbah est de mettre un terme au mouvement social et prévenir toute percée contestataire. La première échéance sera le 14 novembre, date de la réunion à Alger des coordinations nationales des étudiants, journalistes, ouvriers, femmes. La plupart de ces associations, issues des événements d'octobre, ont en commun une farouche volonté d'indépendance et de représentativité de la société civile. Face à cette exigence, quelle sera l'attitude du pouvoir ? Sa marge de manœuvre est réduite. Toute maladresse pourrait entraîner une réactivation du mouvement. Merbah, qui est un fin manœu-

vrier, jouera sûrement la carte de l'usure en réitérant, à l'intention de ces catégories sociales, des grandes promesses d'ouverture.

Le deuxième axe de travail que le Premier ministre a présenté au chef de l'Etat est l'action de l'ombre afin de réduire, sinon d'anéantir, l'opposition politique nationale. Les cibles sont explicitement désignées : à l'extérieur, Hocine Aït Ahmed et le FFS, Ahmed Ben Bella et le MDA ; à l'intérieur, Abdenour Ali Yahia et la LADH. Cette dernière, parce qu'elle n'est pas un parti politique, pose de sérieux problèmes au régime par son existence, ses témoignages, son rôle dans la circulation de l'information et son audience auprès de la jeunesse particulièrement. Et la possible reconnaissance définitive de cette LADH par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) constituerait un sérieux revers diplomatique et politique pour le gouvernement Merbah.

L'objectif de ce dernier est de réactiver les anciennes méthodes de la SM en jouant sur les divisions de l'opposition pour tenter de réduire sa base sociale. C'est ainsi que viennent de se rallier quelques individus à qui on a fait miroiter un retour en Algérie, accompagné de largesses financières et de la possibilité d'une action politique libre et légale. Une cinquantaine de personnalités du courant benbelliste, connues pour avoir mené un travail d'opposition au sein du MDA, ont été contactées.

Quant à la LADH, le but est de la vider de sa substance en appelant ses militants à rejoindre les rangs de la LADH officielle, présidée par maître Miloud Brahimi. La lutte est désormais sans merci et tous les moyens seront

bons pour isoler maître Ali Yahia.

Chadli est-il vainqueur ?

Les limogeages de Messaâdia et Lakehal Ayat avant la nomination du gouvernement indiquent qu'une sérieuse attaque est portée aux clans des durs. Le retrait du gouvernement de Ahmed Taleb Ibrahim, allié des deux premiers sur l'affaire saharienne et donc résolument opposé à la réconciliation avec le Maroc, confirme cette affirmation. L'ex-ministre des Affaires étrangères, qui a perdu la bataille présidentielle deux mois avant les événements en cherchant à devenir secrétaire général de la Ligue arabe, a semble-t-il présenté lui-même sa démission. La rétrogradation de Khediri et son élimination de la commission préparatoire du 6^e Congrès du FLN équilibrent quelque peu les deux grands pôles d'affrontement. Par ailleurs, ce dernier ne semble être en contact avec aucune des équipes chargées de faire des propositions de réforme constitutionnelle. La plus importante est formée par le tandem Ahmed Bedjaoui et Smail Hamdani, en liaison constante avec la présidence de la République. A l'heure actuelle, les reclassements internes semblent profiter à Chadli, qui sort incontestablement renforcé par le référendum.

Mais, jusqu'au congrès, rien n'est encore joué car, au sein de l'armée, le véritable pouvoir, le statu-quo est maintenu et, lorsqu'on mesure les divisions de cette institution et son rôle dans la politique algérienne, tout peut vraiment encore arriver.

Areski MEZIANE

Premier ministre :
Kasdi Merbah
Affaires étrangères :
Boualem Bessaïeh
Intérieur et Environnement :
Aboubakr Belkaïd
Finances :
Sid Ahmed Ghazali
Justice :
Ali Benflis
Information et Culture :
Mohamed Ali-Ammar
Affaires religieuses :
Boualem Baki
Agriculture :
Nourreddine Kadra
Moudjahidins :
Mohamed Djeghaba
Transports :
El Hadi Khediri
Emploi et Affaires sociales :
Mohamed Nabi
Commerce :
Mourad Medelci
Hydraulique :
Ahmed Benfreha
Travaux publics :
Aïssa Abdellaoui
Construction et Urbanisme :
Nadir Benmaati
Industrie légère :
Mohamed Tahar Bouzghoub
Industrie lourde :
Mohamed Ghrib
Energie et Pétrochimie :
Saadek Boussena
Santé publique :
professeur Messaoud Zitouni
Enseignement supérieur :
Abdelhamid Aberkane
Education et Formation :
Slimane Cheïkh
Jeunesse et Sports :
Cherif Rahmani
PTT :
Yacine Fergani

En aout 1986, Ali Mecili et ses amis décident de créer *Libre Algérie*. Les discussions entre Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed ont abouti six mois auparavant aux accords de Londres qui appelaient à l'unité de l'opposition algérienne pour lutter pour une Algérie démocratique.

Ses fondateurs voulaient faire de *Libre Algérie* l'instrument de cette bataille et donc un organe d'information libre, ouvert mais surtout indépendant.

Le 7 avril 1987, Ali Mecili est assassiné en plein quartier Latin à Paris. C'est l'artisan des accords de Londres, l'infatigable militant des droits de l'homme qui est visé. Pour sa mémoire, mais surtout afin de poursuivre le combat pour une information algérienne libre, toute l'équipe décide de continuer. Pendant plus d'un an, c'est ce qui va se passer, malgré les embûches et les difficultés de toutes sortes, le départ des uns, l'arrivée des autres, malgré notre inexpérience souvent, le journal continue de paraître.

Aujourd'hui, nous sommes contraints, au moins, de faire une pause. Parce qu'il nous manque « le nerf de la guerre » : l'argent ; parce que nous voulons penser une nouvelle formule et passer au crible le travail accompli, sur le fond et sur la forme.

Et, si tout va bien, si nous trouvons des financements sérieux, si nous parvenons à faire une maquette attrayante, si des journalistes nous rejoignent pour partager avec nous la lourde responsabilité de publier ce journal, alors vous nous verrez réapparaître.

Vous qui nous avez lu régulièrement ou seulement occasionnellement, vous qui nous lisez pour la première fois, faites nous part de vos critiques, de vos suggestions sans aucune réticence. Nous en avons besoin comme nous avons besoin de vous connaître. Et si, parmi vous, certains veulent nous soutenir financièrement, il n'est pas interdit de le faire. Tout chèque sera le bienvenu.

A l'heure où l'Algérie vit les moments les plus cruciaux de son histoire, à l'heure où partout dans le pays les jeunes et les moins jeunes exigent plus de démocratie, plus de liberté, alors que la presse algérienne, malgré ces exigences, ne semble pas vouloir y répondre, il faut tout faire pour que *Libre Algérie* continue d'informer.

La rédaction